



GAZODUC TRANSSAHARIEN (TSGP)
La banque africaine de
développement exprime son appui

P.6



VTC
Yassir étend ses services à Thiès au
Sénégal

P.2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION MERCREDI 24 MAI 2023 // N°564 // PRIX 20 DA, Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI



LIGUE 1 MOBILIS
**Le PAC bat l'USMA
sur le fil (2-1)
et se relance
pour le maintien**

Lire en page 11.

CONVERGENCE DE VUES TOTALE SUR L'ENSEMBLE DES QUESTIONS ÉVOQUÉES
**LE PÉRIPLÉ LUSITANIEN A ÉTÉ
LARGEMENT POSITIF**

Lire en page 3



CULTURE



VOYAGE DANS LE MONDE
DU "GOUM"

**L'exposition
d'arts plastiques
Fantasia algérienne..
patrimoine et
fierté" fait zoom
sur le sujet**

L'exposition d'arts plastiques "Fantasia algérienne: patrimoine et fierté" abritée par le Musée public national d'art moderne et contemporain (MAMO) d'Oran emporte le visiteur dans un voyage au monde du "Goum" qui fait le spectacle lors de fêtes comme les "waâdate" dans différentes régions du pays.

Lire en page 12



**Le Maroc
pris en flagrant
délit de
travestir
les réalités**

P.3

SAHARA OCCIDENTAL

**L'ONU dément une éventuelle
démission de De Mistura**

P.16

PROTECTION DES ÉCOSYSTÈMES ET DE LA BIODIVERSITÉ

**La nouvelle ministre de
l'Environnement veut de l'action,
pas des mots**

P.6

INNOVATION EN ALGÉRIE

Relever un défi à 2000 brevets

P.4



PLUS DE 10 TONNES DE KIF TRAITÉ ET 4 MILLIONS
DE COMPRIMÉS PSYCHOTROPES SAISIS

**Les Douanes mobilisées
contre les barons de la drogue**

P.16



DÉPISTAGE DU DIABÈTE ET DE L'OBÉSITÉ UNE CLINIQUE MOBILE À TIZI-OUZOU

En partenariat avec le ministère de la Santé, le groupe pharmaceutique danois Novo Nordisk, vient de lancer, dans deux localités de la wilaya de Tizi-Ouzou (Draâ Ben Khedda et Azazga), une campagne de prévention et de dépistage du diabète, de l'obésité et d'autres maladies non transmissibles. Elle s'étalera sur dix jours, soit jusqu'au 1er juin 2023. Il s'agit d'une clinique mobile implantée dans l'enceinte de la polyclinique « Boukhari Fatma » de Draâ Ben Khedda. La clinique



mobile se déplacera par la suite vers la localité d'Azazga, au niveau de la maison de la culture « Mouloud Mammeri » du 28 mai au 1er juin. Novo Nordisk, précise qu'au cours de cette campagne :

« les citoyens pourront bénéficier de plusieurs examens cliniques et biologiques : mesure de la glycémie et de la tension artérielle, prise de poids, calcul de l'IMC (indice de la masse corporelle).

DES PLUIES ORAGEUSES SUR 13 WILAYAS DU PAYS

Après la pluie le beau temps, mais après le beau temps la pluie également, semble nous dire le climat de ce mois de mai. Alors que les Algériens pensait déjà, été, la pluie à fait son retour et semble s'installer dans la durée, obligeant ceux qui ont rangé leurs parapluie et veste au placard de les ressortir. En effet, des averses de pluie, parfois orageuses et accompagnées localement de chutes de grêle, avec rafales de vent sous orages, affecteront mercredi encore, plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays,

indique un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Les wilayas de Tizi Ouzou, Béjaïa, Jijel, Skikda, Guelma, Mila, Constantine, Sétif, Bordj Bou Arreridj, Bouira, Nord de M'Sila, Oum El Bouaghi et Batna sont, ainsi, placées en vigilance "Orange", du mardi à 15h00 au mercredi à 09h00. Durant la période de validité de ce bulletin, les quantités de pluie attendues sont estimées entre 20 et 40 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 50 mm, précise le BMS.

TRAVERSÉES ORAN - ALICANTE

ALGÉRIE FERRIES FAIT ENCORE DES SIENNES

La compagnie maritime nationale Algérienne Ferries a annoncé, ce lundi, un changement concernant ses traversées reliant la ville d'Oran à Alicante (Espagne).

La compagnie maritime Algérie Ferries a indiqué, dans un communiqué, que les traversées entre Oran et Alicante prévus

les 22 et 25 mai 2023 ont été annulés. Ainsi, la compagnie nationale du transport maritime a appelé les voyageurs établis à l'étranger, disposant de billets aller-retour pour ces voyages, à se rendre au niveau du port d'Alger afin de se déplacer dans la traversée prévue demain, le 23 mai vers Alicante.

LA TURQUIE AFFIRME AVOIR ARRÊTÉ 11 ESPIONS DU MOSSAD

Les services secrets turcs ont annoncé hier, avoir mis à jour un réseau d'espionnage composé de 15 agents après une enquête qui aura duré 6 mois.

D'après les informations publiées en Turquie, onze membres de ce réseau ont été arrêtés. Ils auraient été entraînés en Israël puis envoyés sur le territoire turc pour fonder une société de commerce avec l'Iran.

Le réseau aurait espionné 23 personnes qui possèdent des liens commerciaux avec l'Iran.

La Turquie soupçonne le Mossad d'avoir coopéré à la création de ce réseau avec des hommes liés au précheur musulman Fetullah Gülen, exilé aux Etats-Unis et qui a été accusé en 2016 d'avoir commandité la tentative de putsch contre le président turc Recep

Tayyip Erdogan. Gülen a toujours nié son implication. Selon le rapport, le chef du réseau d'espionnage en Turquie recevait ses instructions directement des agents du Mossad. Selon les rapports, il a rencontré des responsables du Mossad lors de réunions en face à face dans des pays européens et a passé plusieurs tests lors de ces rencontres

CÉRÉMONIE D'ACCUEIL OFFICIELLE POUR LE PRÉSIDENT TEBBOUNE À LISBONNE

Les mots forts du Président pour la communauté nationale en Lusitanie Une cérémonie d'accueil officielle a été réservée ce mardi au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par son homologue portugais, Marcelo Rebelo de Sousa. Elle a eu lieu à la place « Praça do Império ».

Le président Tebboune, qui a effectué une importante visite d'Etat de deux jours au Portugal, vs'est longuement entretenu en tête-à-tête avec le président de Sousa. Les discussions ont, par la suite, élargies aux délégations des deux pays. S'ensuivit un point de presse.

L'audience aux compétences algériennes au Portugal a été très appréciée, et la communauté nationale établie en Lusitanie a fait part de ses soucis, auxquels le président a répondu par des mots



forts : « L'Algérie défend toujours ses ressortissants à l'étranger ».

Rappelons-le, le président de la République a entamé, lundi, une visite officielle au Portugal. Il était accompagné d'une forte délégation composée de plusieurs ministres dont le ministre des Affaires

étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, celui de l'Energie et des Mines, celui du Commerce et de la Promotion des exportations, celui des Travaux publics et des Infrastructures de base et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

CE QUE LES MÉDIAS OCCIDENTAUX MAINSTREAM VOUS CACHENT

DES ALLIÉS DE KIEV POUSSENT EN SECRET ZELENSKY À ARRÊTER LE CONFLIT AVEC MOSCOU, DIT SEYMOUR HERSH

Un groupe de pays d'Europe de l'Est appellerait secrètement Volodymyr Zelensky à mettre fin au conflit avec la Russie, affirme le journaliste américain Seymour Hersh, spécialisé dans les affaires militaires et les services secrets, sur la plateforme en ligne Substack. Selon lui, des responsables gouvernemen-

taux en Pologne, en Hongrie, en Lituanie, en Estonie, en Tchéquie et en Lettonie - des pays alliés de l'Ukraine - prépareraient "quelque chose", ont rapporté en secret certains membres de la communauté du renseignement américain. Ce groupe, dirigé par la Pologne, a tranquillement exhorté Zelensky à trouver un

moyen de stopper le conflit, même en démissionnant si nécessaire, et à permettre de démarrer le processus de reconstruction du pays. Mais "Zelensky ne bouge pas", selon les données de la Central Intelligence Agency, et commence à perdre le soutien de ses voisins, écrit le journaliste.

VTC : YASSIR ÉTEND SES SERVICES À THIÈS AU SÉNÉGAL

Les services de Yassir sont désormais disponibles dans deux villes du Sénégal. Après Dakar, la société de VTC a annoncé hier, étendre ses services à Thiès, une des plus grandes villes sénégalaises, située à 70 km de la capitale et une population de 500.000 habitants. « Nous sommes ravis d'annoncer que nous sommes désormais disponibles à Thiès, offrant ainsi une solution de transport pratique et fiable dans cette belle ville, l'une des plus grandes du Sénégal », précise la société. « Que vous ayez besoin d'un trajet local à Thiès ou d'un voyage inter-villes entre Dakar, l'aéroport AIBD, Thiès, Mbour ou même Touba, nous sommes là pour vous accompagner en toute sécurité », souligne la même source. Yassir avait annoncé son arrivée au Sénégal en mars 2023 pour offrir ses services de VTC dans la capitale Dakar.

Fondée en 2017, la société est présente notamment en Algérie, Tunisie, Maroc, France. Elle revendique plus de 8 millions d'utilisateurs. Yassir fournit trois services de base : le transport, la livraison de repas et de course, ainsi que les services financiers. Le 7 novembre 2022, Yassir avait annoncé avoir levé 150 millions de dollars en financement de série B d'investisseurs mondiaux de premier plan. En cinq ans, la société a levé 193,25 millions de dollars, faisant d'elle la startup la plus valorisée d'Afrique du Nord et l'une des sociétés les plus valorisées d'Afrique et du Moyen-Orient. Selon un classement de Forbes Middle East publié en décembre 2022, Yassir est arrivée à la cinquième place du Top 50 des startups les plus financées dans la région Mena (Middle East and North Africa).

L'EXPRESS Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz
Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

**PUBLICITÉ :
S'ADRESSER À L'AGENCE
NATIONALE DE
COMMUNICATION D'ÉDITION
ET DE LA PUBLICITÉ ANEP**
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 -
(021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 -
(021)73.99.19
Mail :
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

DÉCONSTRUCTION DE L'EMPIRE

Voilà pourquoi l'Algérie doit agir en Europe...

Qui devait être le renforcement de l'Empire est en train de connaître une grave désillusion. Le « big reset » entamé lors du Forum de Davos, en 2021, pour redémarrer la machine productive à l'arrêt en 2020 et une partie de 2021 avait été utilisé également pour permettre plus de mainmise de l'Occident sur le Tiers-Monde, l'Afrique notamment.

Mais comme la stratégie économique n'est pas une science exacte, il y a eu retour de flamme. Le « big reset » se fit en pyramide inversée et l'arroseur a été arrosé. Première constatation, l'éviction de la France, principale force motrice de l'Europe sur le Continent, de tous les pays où elle avait pris

racine. Dans tous les pays d'Afrique, la montée des Africanistes aidant, menées par de jeunes politiques rompus au jeu des réseaux sociaux, fit plier Barkhane.

La guerre en Ukraine est venu l'après d'après pour contredire les objectifs occidentaux. Dans cette curieuse guerre par procu-

ration (elle fera cas d'école dans quelques petites années), c'est l'Europe qui s'en trouva prise au piège, et les mois suivant les mois, sans que la guerre n'en trouve issue, les pays européens s'en ressentent les premiers.

Pour la première fois, c'est l'Afrique qui regarde avec curiosité les développements insolites de cette guerre qui a eu le mérite de rebattre les cartes.

Mieux encore, les cartes sont sur le point de changer de main. Un nouvel ordre mondial promet de voir le jour. La Chine et la Russie mènent la locomotive. Les Etats Unis semblent impuissants de peser dans la guerre qu'ils ont

alimentée et encouragée. Ils souhaitent discrètement une issue rapide à une guerre qui est en train de tourner à leur désavantage. Républicains et démocrates sont entraînés de poursuivre, durant toute cette semaine, de rudes négociations pour relever le plafond de la dette américaine. Il leur reste moins de dix jours pour trouver un accord et éviter une banqueroute de la première économie mondiale. Du jamais vu depuis très, très longtemps. Et le problème qui se posera alors, est celui-ci : que se passerait-il en cas de défaut de paiement de la part des Etats Unis, alors que

plusieurs pays mettent leur argent dans les banques américaines? Car il faut comprendre que les Etats-Unis risquent de se trouver dans la situation dangereuse d'un défaut de paiement si le plafond de la dette n'est pas relevé. Ce seuil, actuellement fixé à 31 400 milliards de dollars (équivalent de 29 150 milliards d'euros), a été atteint en janvier 2023 et le Trésor américain a été obligé depuis cette date à bricoler pour maintenir la solvabilité de l'Etat. Il y a quelques jours, selon un article récent du journaliste d'investigation américain Seymour Hersh, ils sont plusieurs pays voisins de l'Ukraine à travailler à faire démissionner le président ukrainien Zelensky pour que la paix s'installe en Europe de l'est. L'Algérie a déjà l'amitié de l'Italie et du Portugal, avec des Traités d'amitié solide. D'autres partenariats stratégiques doivent encore compléter le tableau. L'Allemagne est un allié fiable et sérieux, 1^e puissance économique en Europe et 4^e dans le monde, avec lequel il faut encore piocher.

L'arme des hydrocarbures, face à une Europe en crise, est l'arme avec laquelle l'Algérie avancera. Mais pas que. Le contexte hostile qui nous entoure commande à aller chercher loin de nos frontières la paix, la puissance et la stabilité, de même que la possession d'une autonomie alimentaire s'impose aujourd'hui, comme un impératif de la souveraineté nationale. Les partenariats stratégiques avec la Chine et la Russie sont deux atouts maîtres dans ce virage qui se dessine à l'orée d'une nouvelle architecture des relations internationales et de la géostratégie. Demain, au sein des Briks, ce sera une autre affaire.

Oukaci Fayçal

CONVERGENCE DE VUES TOTALE SUR L'ENSEMBLE DES QUESTIONS ÉVOQUÉES Le périple lusitanien a été largement positif

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réitéré mardi à Lisbonne (Portugal), l'attachement de l'Algérie au Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé en 2005 avec la République portugaise, affirmant que ses entretiens avec le Président de Sousa étaient "fructueux, francs et sincères et permis de renforcer la concertation régulière" entre les deux pays.

"Nous réitérons notre attachement au Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération signé le 8 janvier 2005", a indiqué le Président Tebboune dans une déclaration commune à la presse avec son homologue portugais. Ces entretiens ont été "fructueux, francs et sincères, et reflètent la profondeur des relations politiques", a ajouté le Président Tebboune, relevant que ces discussions "ont permis de renforcer la concertation régulière reflétant le partenariat multiforme établi entre les deux pays, dans un environnement régional et international complexe". Le président de la République a présenté, à cette occasion, ses chaleureuses félicitations au



Président de Sousa et au peuple portugais ami à l'occasion de la célébration, le 10 juin prochain, de leur fête nationale (le Jour du Portugal). Il a rappelé aussi que les deux pays célébreront, dans quelques jours, le 210^e anniversaire du Traité de Paix et d'amitié entre la Régence d'Alger et le Royaume du Portugal (14 juin), un Traité qui a "donné naissance à des relations denses et multidimensionnelles". De son

côté, le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa a déclaré que l'Algérie est importante pour le Portugal dans tous les domaines et « que cette visite ouvrira de nouvelles opportunités entre les deux pays, en plus d'approfondir et de renforcer la coopération économique dans les énergies renouvelables, le tourisme et l'éducation ».

I.Med

PORTUGAL / SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc pris en flagrant délit de travestir les réalités

Lors de son périple portugais, et dans un volet diplomatique et politique, le Président Tebboune, a tenu à souligner la convergence totale de vues entre l'Algérie et le Portugal sur toutes les questions régionales et internationales. Dans une déclaration commune à la presse avec son homologue portugais, le Président Tebboune a précisé avoir eu avec Marcelo Rebelo de Sousa des entretiens « fructueux, francs et sincères, qui reflètent la profondeur des relations entre les deux pays et font ressortir une convergence totale de vues concernant toutes les questions régionales et internationales, notamment la situation en Libye, au Mali, au Sahel, au Sahara occidental et dans les territoires palestiniens, et ce qui se passe entre l'Ukraine et la Russie, deux pays amis ». Le président de la République a rappelé, à ce propos, que "l'Algérie aspire comme le Portugal à la paix entre la Russie et l'Ukraine et au règlement de la question du Sahara occidental conformément aux résolutions des Nations unies et du Conseil de sécurité". "Nous avons réaffirmé notre soutien absolu à la cause palestinienne", a souligné le Président Tebboune ajoutant

que "la position de l'Algérie est claire à cet égard, elle plaide pour la solution de deux Etats et l'établissement de l'Etat de Palestine sur les frontières de juin 1967, avec El-Qods-est pour capitale".

Si pour la Palestine les choses sont claires depuis le début, pour le Sahara occidental, un point d'ordre devait être placé à l'endroit. Car il y a quelques jours, lors de la visite du duo Akhennouch-Bourita au Portugal, un communiqué émanant du Makhzen pavait les résul-

tats de cette visite comme ayant consacré un alignement du Portugal sur la position marocaine concernant le Plan d'autonomie sur le Sahara occidental, et toute la presse européenne a repris sans en vérifier le contenu, le propos de Rabat. Or, lors de la visite du Président Tebboune au Portugal, les choses ont été remises à l'endroit, comme il se doit, avec une précision de taille : Lisbonne, concernant le dossier Sahara occidental, s'en tient aux résolutions de l'ONU et

œuvre pour une solution juste et équitable. Le président portugais a affirmé sa position sur le Sahara Occidental : « Notre position est cohérente en ce qui concerne la question du Sahara Occidental. Notre position est ferme en faveur des Nations Unies, d'Antonio Guterres, du droit international, du droit public et du rôle des organisations internationales ». Et paf ! La gifle ne peut passer inaperçue, car elle a été cinglante...

I.M.Amine

LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE AU PORTUGAL PRÉSENTE SES DOLÉANCES AU PRÉSIDENT, QUI LUI RÉPOND :

« L'Algérie ne vous abandonnera pas »

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a rencontré, dans la soirée de lundi à Lisbonne, des représentants de la communauté nationale établie au Portugal, à l'occasion de la visite d'Etat qu'il a entamée dans ce pays. Le Président Tebboune a écouté les doléances de différents intervenants présents à cette rencontre avant de répondre à leurs préoccupations por-

tant sur les questions liées aux compétences algériennes à l'étranger et les rôles qui leur incombent pour contribuer au développement du pays.

Les principales questions intéressant le pays et les voies et moyens de promouvoir les relations algéro-portugaises dans l'intérêt des deux Etats et peuples ont également été évoqués par le président de la République. Le Président Teb-

boune a affirmé, à cette occasion, que sa rencontre avec les Algériens établis à l'étranger « se veut une tradition instituée par l'Etat algérien pour communiquer avec eux, en vue de les rassurer quant à la situation dans le pays et écouter leurs préoccupations », qualifiant les relations avec l'Etat du Portugal ami de « bonnes ».

I.Med/avec APS

Scouts : Bientôt une commission mixte de coopération algéro-sahraouie

La formation et l'entraînement par les SMA des adhérents des scouts sahraouis en quête de cours théoriques et pratiques dans l'action du scoutisme en vue d'assumer leurs missions de formation des futurs scouts, sont également envisagés au titre du programme prévu par les deux parties et encadré par les SMA pour répondre aux attentes de formation des commandements des scouts sahraouis...

Une commission mixte de coopération algéro-sahraouie pour soutenir les activités du scoutisme verra le jour prochainement, a annoncé, lundi dernier au Camp des réfugiés sahraouis d'Aousserd, le commandant général des Scouts musulmans algériens (SMA), Abderrahmane Hamzaoui. S'exprimant en marge des festivités commémoratives du 50ème anniversaire de la création du Front Polisario et du déclenchement de la lutte armée contre le colonisateur espagnol puis l'occupant marocain, M. Hamzaoui a affirmé que les SMA entendent former « prochainement » une commission mixte avec leurs homologues de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) pour soutenir l'action scout et permettre aux jeunes et scouts sahraouis de tirer profit des expériences algériennes. « Cette commission planchera



sur des axes essentiels, à savoir l'assistance des scouts sahraouis en leur fournissant, par

vagues successives, des lots d'uniformes nécessaires pour les filles et les garçons, et ren-

forcer, la longueur de l'année, la coopération et échanges à travers des colonies de vacances

au niveau des wilayas et Mouhafada des SMA sur l'ensemble du territoire national, notamment dans les régions côtières », a affirmé M. Hamzaoui. La formation et l'entraînement par les SMA des adhérents des scouts sahraouis en quête de cours théoriques et pratiques dans l'action du scoutisme en vue d'assumer leurs missions de formation des futurs scouts, sont également envisagés au titre du programme prévu par les deux parties et encadré par les SMA pour répondre aux attentes de formation des commandements des scouts sahraouis, a-t-il ajouté. Le commandant général des SMA a fait aussi état de l'élaboration d'un autre programme prévoyant la participation des scouts sahraouis aux manifestations et regroupements internationaux, régionaux, arabes et africains pour faire connaître davantage la juste cause Sahraouie. **R. N.**

Une délégation du Conseil national sahraoui chez Brahim Boughali

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a reçu, lundi au siège de l'APN à Alger, une délégation du Conseil national sahraoui (CNS) de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) avec laquelle il a évoqué les derniers développements de la question sahraouie. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience qui s'est déroulée en présence du ministre sahraoui de la Jeunesse et des

Sports, Hasenitou Mohamed Chblel et l'ambassadeur de la RASD en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, le président du CNS, Hama Salama a souligné que cette rencontre "qui coïncide avec le 50e anniversaire de la création du Front Polisario et du déclenchement de la lutte armée, intervient également après le match historique entre la sélection nationale sahraouie de football et le Mouloudia d'Alger (MCA)". Ce match,

poursuit M. Salama, "revêt une grande symbolique historique particulièrement pour le soutien de la cause sahraouie et l'ouverture d'un nouveau front de lutte pour le peuple sahraoui en vue de faire entendre sa voix au monde entier et à tous les épris de justice, de liberté et d'indépendance". M. Hama Salama a estimé que sa rencontre avec M. Boughali "est une bonne initiative permettant d'examiner les derniers développements de la question sahraouie et la nécessité de coordonner la concertation et la coopération dans les différents

domaines d'intérêt commun". Lors de cette rencontre, le chef de la délégation sahraouie a affirmé avoir relevé "une convergence des points de vue ainsi que la disposition de l'APN à poursuivre le soutien à la cause sahraouie et à la diplomatie parlementaire sahraouie pour lui permettre de jouer son rôle dans la défense du peuple sahraoui". A ce propos, il s'est félicité des "efforts déployés sans cesse par l'Algérie et son Parlement pour défendre les questions de libération à travers le monde et les justes causes en général". **Y. B.**

PERSPECTIVES DE RENFORCEMENT DU PARTENARIAT ENTRE L'ALGÉRIE ET LA JORDANIE

SAIHI EN PARLE À GENÈVE AVEC SON HOMOLOGUE JORDANIEN

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a évoqué lundi à Genève (Suisse) avec son homologue jordanien, Firas Al Hawari, les volets de coopération bilatérale, ainsi que les perspectives de renforcement du partenariat entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en marge des travaux de la 76e session de l'Assemblée mondiale de la santé, les deux parties ont évoqué "les domaines de la coopération et les perspectives du partenariat entre les deux pays, ainsi que la possibilité de signer un mémorandum d'entente portant sur les différentes questions d'intérêt com-

mun dans le domaine de la santé, notamment en ce qui a trait à l'échange d'expériences et de visites entre les équipes médicales, l'organisation d'activités scientifiques et médicales et la mise en place de programmes de jumelage entre les établissements hospitaliers des deux pays", précise le communiqué. La rencontre était également l'occasion pour les deux ministres "d'échanger les vues autour des questions d'intérêt commun" et "réaffirmer la volonté des dirigeants des deux pays de promouvoir les relations de fraternité et de coopération", ajoute la même source.

Y. B.

ÉMISSION D'UN NOUVEAU TIMBRE POSTAL COMMÉMORANT LE 75E ANNIVERSAIRE DE LA NAKBA EN PALESTINE 200.000 EXEMPLAIRES MIS EN VENTE

À l'initiative du ministère des Moudjahidines, le ministère de la Poste et des Télécommunications a émis, ce lundi, un nouveau timbre postal commémorant le 75e anniversaire de la Nakba en Palestine. La présentation a été faite par le ministre des Moudjahidines, Laïd Rebiga, celui de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, ainsi que le président du Conseil national palestinien, Rouhi Fettouh, en marge de la conférence organisée au Centre international des conférences (CIC). Selon la directrice du Timbre au ministère de la Poste et des Télécommunications,

Sihem Bouazzara, cette œuvre a été conçue par le jeune artiste par le jeune plasticien Mouataz Bi Allah Seryis. Le timbre postal qui représente la mosquée Al-Aqsa avec à ses côtés une clé, symbole de l'attachement des Palestiniens au droit de retour sur leurs terres, est émis en 200.000 exemplaires accompagnés d'une carte artistique et d'une enveloppe du premier jour d'émission. Il a été mis en vente hier à 8h au niveau des guichets des postes de la capitale et de plusieurs villes du pays. L'opération doit se généraliser, aujourd'hui, au niveau national. **R. N.**

INNOVATION EN ALGÉRIE

Relever un défi à 2000 brevets

La commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et des affaires religieuses du Conseil de la nation a tenu, ce lundi, une séance d'audition du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, sur le thème « Réforme du système d'enseignement supérieur et orientation vers les spécialités scientifiques », a indiqué le communiqué du Sénat.

Le ministre a annoncé « la création de 84 maisons entrepreneuriales, 94 incubateurs d'affaires, 7 maisons d'intelligence artificielle et 10 usines, en plus de la création de 3 villes technologiques ». S'agissant du volet innovant, il a révélé que « 500 demandes de brevet ont été déposées, avec un objectif d'atteindre 2 000 demandes en décembre 2023, en plus de la création de 145 entreprises économiques ». Le ministre a souligné « les efforts déployés par l'État depuis l'indépendance jusqu'aujourd'hui dans le développement de l'enseignement supérieur et la stratégie du secteur en matière d'orientation vers des disciplines scientifiques conformes aux normes internationales ». Dans son intervention, Baddari a indiqué que le principal pari du secteur est de

« moderniser l'université en revoyant son mode de fonctionnement, sa gouvernance et ses objectifs », et en numérisant toutes ses phases d'enseignement et de gestion pour en faire un « nouveau système référentiel » qui permettra trouver des réponses appropriées aux grandes questions soulevées qui seront présentées dans des ateliers locaux, en préparation des sessions nationales qui se tiendront en novembre ou décembre prochains, précisant que des travaux sont en cours pour assurer une plus grande participation de tous les acteurs universitaires concernés affiliés au secteur de l'enseignement supérieur, afin de parvenir à un consensus, selon une approche participative et consultative. Le représentant du gouvernement a également fixé des objectifs qui permettraient de relever le niveau de l'université algérienne, en renforçant la qualité de la formation universitaire et le recrutement des diplômés, en favorisant la recherche et l'innovation, ainsi qu'en favorisant la bonne gouvernance et en optimisant la gestion des ressources, en améliorant la visibilité et l'attractivité de l'université, en révisant la carte universitaire, en plus de définir la responsabilité sociale et la communauté de l'université. **R. N.**

UNE DÉLÉGATION SAHRAOUIE DE HAUT NIVEAU CHEZ SALAH GOUDJIL

La position ferme et immuable de l'Algérie à l'égard de la cause sahraouie soulignée

Salah Goudjil a saisi cette opportunité pour adresser ses félicitations, à l'occasion de l'annonce de la naissance de l'Equipe nationale sahraouie de football sur la terre des martyrs et du sacrifice, l'Algérie, et au stade du combattant emblématique Nelson Mandela. ..

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a reçu, lundi, au siège du Conseil, le président de Conseil national sahraoui (CNS), Hama Salama, accompagné du ministre de la Jeunesse et des Sports sahraoui ainsi que du staff de l'Equipe nationale sahraouie de football, en en présence de l'ambassadeur sahraoui en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, selon un communiqué de la Chambre haute du Parlement.

Après avoir souhaité la bienvenue à la délégation sahraouie, poursuit la même source, le président du Conseil de la nation a adressé ses chaleureuses félicitations à tout le peuple sahraoui en lutte, à l'occasion de la commémoration du 50e anniversaire du déclenchement de sa révolution de libération victorieuse et de la mise en place du Front Populaire de libération (Polisario). Le président du Conseil a également exprimé ses plus chaleureuses félicitations aux dirigeants sahraouis, suite au succès qui a accompagné les travaux du Symposium arabe de solidarité avec le peuple sahraoui qui s'est déroulé le 17 mai dernier. En outre, Salah Goudjil a saisi cette



opportunité pour adresser ses félicitations, à l'occasion de l'annonce de la naissance de l'Equipe nationale sahraouie de football sur la terre des martyrs et

du sacrifice, l'Algérie, et au stade du combattant emblématique Nelson Mandela. «Heureux de cette rencontre», Salah Goudjil et son frère sahraoui,

Hama Salama, ont exprimé leur profonde satisfaction quant au niveau des liens historiques qui lient les deux pays et qui se caractérisent par une parfaite

convergence des points de vue sur toutes les questions d'intérêt commun, au regard des relations étroites et distinguées qui unissent les présidents des deux pays, Abdelmadjid Tebboune, et son frère sahraoui, Ibrahim Ghali. «Outre les liens idéaux dans le domaine parlementaire, qui se renforcent jour après jour, comme c'est le cas au Parlement africain, de manière qui serve les aspirations et les espoirs des peuples du continent, les deux parties se sont également accordées sur la nécessité de travailler avec plus de combativité dans ce forum continental, pour que l'Assemblée parlementaire africaine reste un témoin de bonnes pratiques et une incarnation des aspirations et des espoirs des générations d'indépendance», a souligné le communiqué du Conseil de la nation. Il est important de souligner que la rencontre, empreinte d'amitié et de fraternité, a permis à Salah Goudjil de rappeler les étapes historiques que la juste cause sahraouie a traversées, en rappelant que «le Sahara occidental a été déclaré province espagnole en 1961, ajoutant que le retrait du dernier soldat espagnol du Sahara Occidental a eu lieu en 1975. Il y eut par la suite la proclamation de la République Arabe Sahraouie Démocratique le 27 février 1976, aboutissant à la signature d'un accord entre la Mauritanie et le Maroc concernant le partage du Sahara occidental». C'est pourquoi, il a souligné que «la voie légale pour sortir de ce dossier juste trouve son issue dans l'application des résolutions des Nations unies», réitérant la position «immuable et ferme» de l'Algérie sur la question pour laquelle la communauté internationale ne parvient pas à trouver une issue honorable et juste, conclut le communiqué du Conseil de la nation.

R. N.

L'Algérie ne renoncera jamais à défendre la cause palestinienne juste

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga, a affirmé lundi à Alger que l'Algérie "ne renoncera jamais" à défendre la juste cause palestinienne, dans les fora internationaux. Lors d'une conférence internationale commémorant le 75e anniversaire de la Nakba palestinienne, M. Rebiga a souligné que l'Algérie des martyrs et des moudjahidine "ne renoncera jamais à défendre la juste cause palestinienne dans les fora internationaux", soulignant qu'"elle demeurera aux côtés des Palestiniens et la Palestine". Evoquant les principaux soutiens de l'Algérie en faveur de cette cause, le

ministre a cité les réalisations accomplies sur le sol algérien "lors de la conférence d'unification des rangs palestiniens tenue du 11 au 13 octobre 2022". Le même responsable a estimé que cette Conférence constitue "une force de frappe pour la liberté et l'indépendance. Les conclusions historiques du 31e sommet arabe ont renforcé, grâce à ses décisions, le soutien apporté au peuple palestinien pour le recouvrement de ses droits légitimes, notamment l'établissement d'un Etat indépendant avec El-Qods Echarif comme capitale". Rappelant que le président de la République a réitéré cette

position historique dans son message prononcé à l'occasion de la tenue du Sommet arabe à Djeddah (Arabie saoudite), le ministre a précisé que les deux tiers de ce message étaient dédiés au soutien inaliénable à la cause centrale arabe. "Cette position découle de la conviction du peuple algérien et de sa direction clairvoyante quant au triomphe du droit légitime imprescriptible. L'histoire a toujours montré que les approches et les positions de l'Algérie étaient les plus sincères et les plus conciliantes avec l'histoire de l'humanité".

R. N.

Huissiers de justice : Abderrachid Tebbi présente un projet de loi à l'APN

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tebbi, a présenté, ce lundi, devant la commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale, un projet de loi modifiant et complétant la loi n° 06-03 qui régit la profession d'huissier de justice. Intervenant face aux membres de la Commission, le ministre de la Justice a indiqué que «ce projet s'inscrit dans le cadre de la consécration des réformes en cours dans le secteur de la justice, une concrétisation des dispositions constitutionnelles et un engagement au programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans son volet relatif à la modernisation de l'appareil judiciaire et à l'amélioration des services judiciaires», ajoutant

qu'il «s'inscrit dans le cadre de la révision de certains textes encadrant certaines professions d'auxiliaires de justice et de leur modernisation, afin d'accompagner les réformes et de revaloriser le rôle de ces professions et leur contribution à la réalisation d'une justice de qualité et efficace», outre l'amélioration des performances de la profession d'huissier de justice, l'accélération du rythme d'exécution des décisions de justice, conformément aux dispositions de la Constitution, le renforcement des mécanismes de lutte contre le blanchiment et la protection des deniers publics, la simplification des procédures judiciaires, la facilitation de l'accès des citoyens au judiciaire et alléger la charge des juges et des justiciables. Le projet propose également de «fusion-

ner la profession de commissaire-priseur avec la profession d'huissier de justice, afin de renforcer cette profession, de supprimer le chevauchement entre les compétences des deux professions et d'améliorer la transparence des transactions consensuelles et judiciaires de biens mobiliers et immobiliers qui a été pratiqué par le commissaire-priseur», a-t-il poursuivi. Selon Tebbi, «le projet de loi qui régit notamment la profession du casier judiciaire aborde trois axes principaux liés à l'amélioration des performances de la profession du casier judiciaire et à sa modernisation. Le deuxième axe porte sur le renforcement des mécanismes d'exécution des décisions judiciaires. Le troisième axe porte sur la contribution du casier judiciaire à

la lutte contre le blanchiment et les atteintes aux deniers publics». Adopté en Conseil des ministres, le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 06-03 portant organisation de la profession d'huissier de justice a été présenté à l'APN. Ce texte de loi consacre, selon l'exposé des motifs, la fusion du métier d'huissier de justice et celui de commissaire-priseur. Sachant que le nombre de ces derniers ne dépasse pas les 236 au niveau national tandis que près de 3 000 huissiers de justice officient sur le territoire national. Outre son adhésion prochaine à la profession de commissaire-priseur, l'huissier de justice verra le domaine de ses compétences s'élargir, pour englober de nouvelles missions.

R. N.

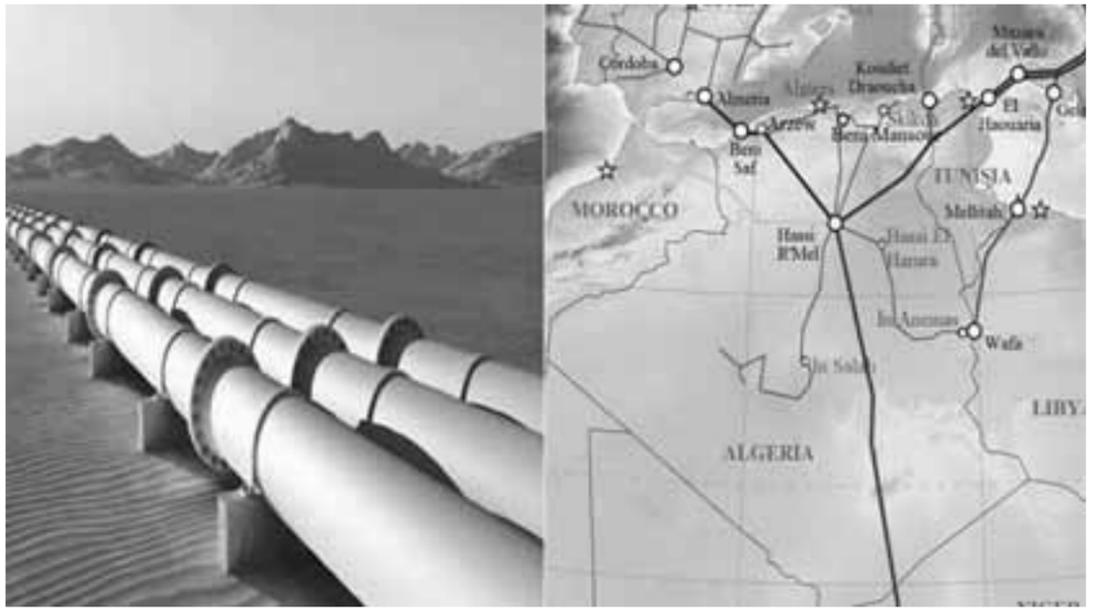
GAZODUC TRANSSAHARIEN (TSGP)

La banque africaine de développement exprime son appui

L'Algérie soutient tout ce qui concerne l'Afrique et tout ce qui concerne l'intégration régionale, surtout en ce qui concerne les infrastructures. Il y a aussi le secteur pharmaceutique où l'Algérie fait beaucoup de progrès dont l'Afrique peut en tirer profit». La mobilisation des fonds privés pour financer une croissance verte et durable en Afrique est au cœur de la 58e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Groupe de la Banque et la 49e Assemblée annuelle du Fonds africain de développement...

Le président du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD), Akinwumi Adesina, vient d'exprimer, à Charm el Cheikh, le soutien de cette institution financière régionale au projet du Gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria à l'Europe via l'Algérie, tout en saluant les efforts déployés par l'Algérie pour soutenir le développement en Afrique. «Ce gazoduc est très important, c'est un investissement que nous soutenons et que l'Union Africaine soutient», a-t-il déclaré à l'APS en marge d'une conférence de presse qu'il a animée au Centre international des congrès de Charm el Cheikh, où se sont ouvertes hier les Assemblées annuelles du groupe. Le gazoduc transsaharien est un mégaprojet de transport de gaz qui relie le Nigeria, le Niger et l'Algérie sur une distance de 4.000 km. Dans le cadre de la 3ème réunion ministérielle tripartite relative à ce projet stratégique, les ministres de l'Energie des 3 pays avaient signé, en juillet 2022 à Alger, un mémorandum d'entente pour lancer la construction du Trans-Saharan

Gas-Pipeline (TSGP), un projet inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du NEPAD et qui constitue pour l'Algérie un exemple de la volonté des trois partenaires de «mettre en place une infrastructure régionale d'envergure internationale». Il permettra également, une fois opérationnel, d'alimenter les pays du Sahel. Adesina a, par la même, salué les efforts de l'Algérie et son «engagement» pour soutenir le développement dans le continent. «Je salue les efforts de l'Algérie pour soutenir les pays africains à revenus très bas. Je salue aussi l'engagement de l'Etat algérien pour sa contribution à la reconstitution du Fonds africain de développement, avec 10 millions de dollars, soit une contribution très importante, qui fait de l'Algérie l'un des plus importants contributeurs africains dans ce fonds». Le président de la BAD s'est également réjoui du niveau de collaboration avec l'Algérie actuellement, mais aussi depuis la création, en 1964, de la plus importante institution financière de développement en



Afrique. «J'apprécie notre engagement et notre collaboration ensemble. L'Algérie est un pays très important pour la BAD, c'est l'un des actionnaires qui ont répondu présents dès la création de la Banque», a-t-il soutenu. Et d'ajouter: «L'Algérie soutient tout ce qui concerne l'Afrique et tout ce qui concerne l'intégration régionale, surtout

en ce qui concerne les infrastructures. Il y a aussi le secteur pharmaceutique où l'Algérie fait beaucoup de progrès dont l'Afrique peut en tirer profit». La mobilisation des fonds privés pour financer une croissance verte et durable en Afrique est au cœur de la 58e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Groupe de la Banque et

la 49e Assemblée annuelle du Fonds africain de développement, avec la présence de pas moins de 3.000 participants et de quelques chefs d'Etat qui vont superviser le «Dialogue présidentiel de haut niveau» sur «l'évolution de l'architecture financière mondiale et le rôle des banques multilatérales de développement». **YS et APS**

PROTECTION DES ÉCOSYSTÈMES ET DE LA BIODIVERSITÉ

La nouvelle ministre de l'Environnement veut de l'action, pas des mots

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb, vient de souligner que l'Algérie travaille avec «constance et détermination» pour tenir ses obligations internationales, selon ses capacités nationales, en matière de protection des écosystèmes et de la biodiversité, à la lumière des enjeux posés par la perte de la biodiversité et les avertissements lancés par les chercheurs et les scientifiques.

En marge de la célébration de la Journée internationale de la diversité biologique correspondant au 22 mai de chaque année, qu'abritait la wilaya de Skikda, sous le slogan: «De l'accord à l'action: reconstruire la biodiversité», la ministre a expliqué que «la clé pour éviter la détérioration continue de la diversité biologique, qui nuit également à la santé de l'être humain, réside dans la mobilisation des efforts collectifs aux niveaux national et international et que les efforts déployés par l'Algérie reflètent l'ampleur du développement de la société civile, en réponse à ses aspirations également».

Mme Dahleb a appelé à préserver la biodiversité par un travail collectif, responsable et efficace et à s'engager dans la dynamique de mobilisation autour de l'humanité pour améliorer le niveau de connaissance de la biodiversité, d'abord, puis

pour mieux la préserver et la valoriser de manière durable, sans compromettre ses équilibres de base, d'autant plus que cette biodiversité, dont l'une des composantes les plus importantes est de 16 000 espèces végétales naturelles et agricoles, 1000 espèces à valeur médicinale, 700 espèces végétales endémiques et 4963 espèces animales.

Elle a ajouté que «ces efforts ont été renforcés par l'adoption, par le gouvernement, d'une stratégie nationale et d'un plan d'action pour la biodiversité à l'horizon 2030, qui prévoit la protection, la préservation et la réforme des systèmes environnementaux, afin de maintenir leur équilibre et d'assurer leur durabilité, avec la protection d'au moins 50% des espaces sauvages et 5% du territoire espaces marins et littoraux et la

récupération des écosystèmes naturels sur une surface d'au moins 5 millions d'hectares». Selon la ministre de l'environnement, «la stratégie nationale de la biodiversité et le premier plan d'action national permettant d'évaluer le niveau de connaissance lié aux différentes espèces animales et végétales au niveau national».

La première responsable du secteur a révélé que «ce dernier a pris plusieurs mesures, dans la mise en œuvre des engagements de l'Algérie dans le cadre mondial pour la biodiversité, représentés par le lancement d'une campagne d'évaluation de l'état de santé de la côte algérienne à travers 14 wilayas côtières et la mise en œuvre intégrée des programmes nationaux de suivi et d'évaluation de la réponse de la mer Méditerranée et de ses côtes à

la biodiversité». Le ministère a mis en œuvre un projet de protection de l'environnement et de la biodiversité du littoral algérien (PEBLA), en coopération avec l'Agence allemande de coopération au développement qui vise à étendre les aires protégées à travers le classement de nouveaux sites. Parmi les mesures prises, ajoute la ministre, «figure le soutien et la formation d'environ 300 personnes pour la création de coopératives de production d'huiles végétales et d'huiles essentielles à partir de plantes médicinales et de production de miel naturel. Jusqu'à présent, 5 coopératives ont été créées avec 100 membres, en plus de la formation dans les domaines de la gestion et du financement des coopératives et de l'entrepreneuriat agricole collectif, techniques d'utilisation ration-

nelle des plantes aromatiques et médicinales (PAM), et la fourniture d'équipements de distillation aux coopératives spécialisées dans la valorisation des plantes aromatiques et médicinales».

Dans ce cadre, le ministère a octroyé «100 ruches à 10 groupements d'apiculteurs et les a initiés aux principes de la production naturelle de miel». Elle a également lancé un programme de formation des enseignants des centres de formation professionnelle de Skikda sur le modèle coopératif comme outil de gestion durable des ressources naturelles, et un ambitieux programme de formation qui a bénéficié à 600 pêcheurs professionnels, pour les accompagner dans la mise en œuvre et le développement de leurs projets.

Y. B.

Mutualité agricole: Bonne moisson en 2022

Le chiffre d'affaires de la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) a connu une croissance de 3% au cours de l'exercice 2022, a indiqué lundi, la mutualité dans un communiqué.

Le résultat bénéficiaire réalisé l'an dernier est de l'ordre de 1,23 milliard DA, soit une progression de 3% alors que la marge de solvabilité est «largement favorable avec un taux d'évolution de 12% comparative-ment à l'exercice 2021», précise la même source. Sur la même lancée, la mutualité

avance que le taux de couverture global des engagements a atteint 210% au titre de l'exercice 2022, tandis que le taux de couverture aux valeurs de la trésorerie affiche 116%.

Cette évolution est expliquée par «la diversification dans l'offre des produits et des exigences techniques de plus en plus rigoureuses». Dans les détails, la CNMA relève que les indices de gestion reflètent une «nette amélioration» dans ses résultats concernant le volet sinistre, où, sou-

ligne-t-on «une bonne maîtrise de la sinistralité avec un taux de 48%».

Au volet des indemnisations des sinistres, «la CNMA a réglé plus de 200.000 dossiers pour un montant de plus de 6,5 milliards de DA en 2022 et près de 23 milliards de DA en 3 ans». Ces actions entreprises ont permis à la caisse «la réhabilitation de sa crédibilité et le rétablissement de la confiance de sa clientèle», précise la même source.

Y. S.

Tipaza : le ministre de la Pêche procède au lancement de la campagne de pêche au thon

La délégation ministérielle qui s'est rendue dans la ville de Cherchell, s'est enquis des conditions de formation à l'Ecole de formation technique de pêche et d'aquaculture. Elle a aussi visité l'établissement, notamment, la salle abritant un simulateur de navigation maritime et l'atelier de ramendage de filets de pêche

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Bidani, a procédé lundi à partir du port de pêche de Gouraya (Tipasa) au lancement officiel de la campagne de pêche au thon, à laquelle prendront part 32 thoniers à l'échelle nationale, dont trois de construction algérienne. Treize thoniers ont largué les amarres à partir du port de Tipasa pour prendre part à la campagne de pêche du quota de thon rouge de l'Algérie, porté cette année à 2.023 tonnes contre 1.650 tonnes, la campagne écoulée. "Les autres navires participant à cette campagne prendront le départ progressivement à partir des ports d'Oran, Annaba, Tlemcen, Mostaganem et Ain Temouchent, selon le calendrier fixé", a indiqué Bidani dans une déclaration à la presse. Le ministre a souligné que "les efforts de l'Algérie auprès de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) ont contribué à la hausse de son quota annuel en thon rouge, porté à 2.023 tonnes cette année". Cette campagne de pêche au thon "est importante et constitue une valeur ajoutée à l'économie nationale, tout en contribuant à consacrer la sécurité alimentaire du pays", a commenté le ministre de la pêche, qui était accompagné du wali de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta. "L'importance de cette campagne se traduit par la hausse du quota de l'Algérie et le relèvement du nombre de thoniers qui est passé de 29 l'année dernière à 32 navires pour cette campagne et dont 3 ont été construits en Algérie dans le cadre des efforts de l'Etat visant la promotion des activités de la construction navale", a relevé Bidani. Lors de sa visite à Tipasa, le ministre de la Pêche et des Productions



halieutiques a procédé à l'inauguration d'une ferme d'élevage de moules sur le littoral de Gouraya, d'une capacité de production de 100 tonnes/an. Un exposé lui a été présenté, à l'occasion, sur le projet d'une ferme d'élevage de daurade royale, ainsi que d'une micro entreprise spécialisée dans la fabrication d'équipements destinés aux bateaux de pêche, créée

dans le cadre du Fonds de soutien à l'entrepreneuriat (FSE). Une présentation des travaux d'aménagement du port pour l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des professionnels de la pêche a été faite sur place. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la "stratégie gouvernementale de soutien à l'aquaculture, dont la production est

actuellement estimée à 13.000 tonnes/an, équivalant à un taux de 13% de la production halieutique", a souligné le ministre, notant que ce "taux ne dépassait pas 1%, il y a 10 ans". Les efforts de l'Etat porte aussi sur le renforcement de l'aquaculture continentale, a-t-il ajouté. Soulignant l'existence d'une industrie de transformation du tilapia, le ministre a assuré que

la stratégie du secteur repose principalement sur "la création d'un climat attractif pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les startups, en vue d'accompagner l'activité de la pêche et la valoriser économiquement, dans le but de contribuer à la création d'une valeur ajoutée et de l'emploi". La délégation ministérielle qui s'est rendue dans la ville de Cherchell, s'est enquis des conditions de formation à l'Ecole de formation technique de pêche et d'aquaculture. Elle a aussi visité l'établissement, notamment, la salle abritant un simulateur de navigation maritime et l'atelier de ramendage de filets de pêche. Un exercice de simulation sur la formation en sécurité maritime, relatif à la lutte contre un incendie à bord d'un navire de pêche, a été exécuté par les enseignants et les élèves de l'Ecole. Cet exercice s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de sécurité maritime, organisée par la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), en coordination avec les établissements de formation du secteur, la société civile et différents partenaires.

APS

Relizane : Le wali propose une convention entre la wilaya et l'université pour divers projets de startups

Le wali de Relizane, Lakhal Ayat Abdeslam, a rappelé, dans son discours qu'il a prononcé, à l'occasion de la journée nationale de l'étudiant, les gloires des étudiants de l'Armée de libération qui ont préféré l'amour de la patrie et se sont sacrifiés des précieuses choses en défense de la cause nationale et en donnant une forte impulsion au cours de la grande révolution de libération, car ils ont enregistré l'histoire de ce peuple fier qui a

parcouru les pages de la plus grande révolution, parlant dans le même contexte du symbolisme de l'événement, conseillant les étudiants d'aujourd'hui de suivre leur exemple, leur conseillant de suivre le parcours des ancêtres et de s'inspirer de l'histoire. Le wali a salué les projets réalisés par les étudiants qui aspirent à soutenir le développement de la wilaya, où il a fait plusieurs propositions concernant le renforcement de l'activité

de recherche scientifique des étudiants, comme il a suggéré d'allouer deux hectares ou plus de la superficie totale à réhabiliter et à investir par la société nationale Cosider, dans le domaine agricole, comme champ d'expérimentation en production végétale et en aquaculture. Le wali a suggéré aussi, une convention entre la wilaya et l'université pour établir un incubateur pour divers projets de startups.

R. R.

Guelma : Le médiateur de la République met l'accent sur la nécessité d'une réponse claire et précise

Le médiateur de la République, Madjid Ammour, a affirmé que «la médiation de la République vise à éliminer les réponses "superficielles" aux pétitions déposées par les citoyens, tout en réduisant les délais de réponse». Lors de sa visite de travail et d'inspection à la wilaya de Guelma, Ammour a déclaré à la presse, à l'issue de sa rencontre avec des membres de l'exécutif de la wilaya, que «les réponses apportées aux citoyens concernant leurs pétitions doivent être claires, conformément à la loi et à la réglementation en vigueur». Le médiateur de la République a précisé que «la médiation de la République s'attache dans une prochaine étape à éliminer toutes sortes de réponses superficielles apportées par les services et organismes publics aux requêtes qu'ils reçoivent», disant à cet égard qu'«il n'est pas raisonnable pour nous de répondre au citoyen par une réponse superficielle. Cela n'a pas de sens, mais nous devons lui don-

ner une réponse précise concernant sa requête, qu'elle soit négative ou positive, et déterminer s'il a le droit le premier». Le même responsable a ajouté que «son autorité s'emploie à réduire le délai de traitement des pétitions soumises par les citoyens et à les traiter dans les plus brefs

délais ainsi qu'à réduire les délais de réponse», considérant que «l'atteinte de ces objectifs nécessite la coopération et la réponse de tous les acteurs des administrations publiques et des services publics». Madjid Ammour, lors de sa visite à Guelma, a examiné les dossiers de récla-

mations mis à la disposition des citoyens au niveau de la direction du cadastre ainsi que du bureau de promotion et de gestion immobilière, tout en écoutant une présentation détaillée du bilan d'activité de la délégation locale du médiateur de la République.

R. R.

3e Salon national « Sétif Export » : Participations de 50 entreprises publiques et privées

La 3ème édition du Salon national « Sétif Export » s'ouvre ce mardi au palais de expositions El Mabouda de Sétif, a indiqué dimanche le secrétaire général de la Chambre du commerce et d'industrie, CCI-El Hidhab, Rachid Sellam. Pas moins de 50 entreprises publiques et privées dont la cimenterie Ain Kébira et Iris, fabricant pneumatiques et d'appareils électroménagers, ont confirmé leur par-

ticipation à cette manifestation économique qui durera trois jours, a précisé la même source. L'objectif de ce salon qui se tient pour la troisième année consécutive à l'initiative de la CCI-El Hidhab, est de promouvoir les exportations et présenter les produits locaux dans les divers secteurs de la construction, de l'électroménager, de l'agriculture et des services. Le programme de cette édition

comprend notamment la tenue de conférences animées par des experts des douanes, des finances et du fisc, et des rencontres « B to B » avec des opérateurs économiques en présence de responsables centraux et d'hommes d'affaires de la Chambre de l'industrie, du commerce et de l'agriculture de Tripoli (Libye) et du Nigéria, a ajouté le même responsable.

APS

VERS UN NOUVEL ORDRE

■ **La Chine a accueilli, le 6 avril, les ministres saoudien et iranien des Affaires étrangères, scellant la réconciliation entre leurs deux pays, annoncée le 10 mars à Pékin.**

Ce bouleversement géopolitique parrainé par la Chine a ébranlé la dynamique au Moyen-Orient, où les Etats-Unis étaient pendant des décennies le principal médiateur, en usant de leur influence politique, poids économique et puissance militaire. Aujourd'hui, c'est la Chine qui a montré sa capacité à réduire les écarts entre ces deux puissances du Moyen-Orient et à surmonter les problèmes non résolus qui les opposaient lors des négociations tenues en Iraq et à Oman à partir de 2020. Comment la normalisation des relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran peut-elle changer la politique régionale ? Cette réconciliation marquerait une étape historique dans la quête de paix et de stabilité du Moyen-Orient et devrait se répercuter positivement sur une série de guerres et de conflits régionaux, de la Syrie au Yémen et du Liban à l'Iraq, étant donné que l'hostilité entre les deux puissances avait contribué à alimenter et à exacerber

ces crises. Les Etats-Unis ont joué un rôle important dans les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran, avec leurs politiques historiquement interventionnistes dans la région. L'hostilité américaine à Téhéran a conduit à la formation d'une alliance solide avec Riyad, intensifiant la rivalité entre les deux puissances régionales. En revanche, la Chine, de plus en plus active au Moyen-Orient depuis le lancement de son initiative « La Ceinture et la Route » en 2013, poursuivait une politique nettement différente de celle interventionniste des Etats-Unis, mettant plutôt l'accent sur la stabilité, indispensable à ses intérêts économiques en expansion qui nécessiteraient de surcroît une coopération entre les acteurs régionaux. Le rôle croissant de la Chine au Moyen-Orient, souligné par sa médiation réussie entre Riyad et Téhéran, suggère un changement potentiel vers une approche plus diplomatique dans la résolution des conflits régionaux, contrairement au rôle traditionnel américain de gendarme mondial fait d'interventionnisme militaire. La Chine exerce également un attrait indéniable au Moyen-Orient, car elle promet la stabilité via la coopération

économique avec toutes les parties, tandis que les Etats-Unis opèrent par le biais d'un système d'alliances. Ce dernier constitue certes un puissant facteur de dissuasion militaire pour les rivaux des Etats-Unis et de leurs alliés, mais il provoque un approfondissement des divisions régionales, alors que le modèle chinois, dépourvu de structure d'alliances, est axé sur l'inclusion et la non-interférence dans les affaires internes, sans conditions politiques telles que des progrès vers la démocratie ou le respect des droits de l'homme.

Pour les principaux acteurs du Moyen-Orient, la montée en puissance de la Chine offre des opportunités de rééquilibrage de leurs relations extérieures. Cela leur permet une plus grande liberté d'action et marge de manoeuvre, l'une et l'autre étaient absentes de la région depuis la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique.

La récente percée diplomatique chinoise a été rendue possible grâce à une convergence d'intérêts impliquant l'Arabie saoudite et l'Iran. Ce dernier était impatient de sortir de son isolement politique et économique et cherchait les moyens d'accé-

léner et de faire aboutir les pourparlers avec Riyad, ce qui a conduit à l'implication de la Chine. De son côté, l'Arabie saoudite cherchait à reconstruire ses alliances extérieures. Sa stratégie était conçue pour créer les conditions lui permettant de se concentrer sur le vaste plan de transformation économique, Vision 2030, dans lequel elle a investi des centaines de milliards de dollars en vue d'ouvrir le Royaume aux investissements étrangers et au tourisme, dans un contexte de concurrence régionale croissante. En normalisant ses relations avec l'Iran, l'Arabie saoudite éviterait de se laisser entraîner dans un conflit régional impliquant Israël — voire les Etats-Unis — et l'Iran, en raison du programme nucléaire de ce dernier. L'implication de la Chine au Moyen-Orient pourrait servir de pont entre Riyad et Téhéran, facilitant les relations cordiales et modifiant potentiellement l'ordre régional. Le Royaume cherchait ainsi à tirer profit de la politique proactive mise en place par la Chine au Moyen-Orient. Pékin cherche de son côté à renforcer son influence dans la région au détriment de celle des Etats-Unis. Cela pourrait inclure le développement

d'un rôle de « faiseur de paix » dans la région, la présentation de dialogues politiques aux parties impliquées qu'elles s'engagent à respecter. Néanmoins, Pékin agit avec prudence, car trop de responsabilité seraient être contre-productive, il serait finalement amené à gérer à la fois les acteurs régionaux et internationaux.

Il serait abusif d'avancer une politique marquée par l'accord saoudo-iranien sans l'ordre régional dans lequel on s'accorde que l'impact sera à long terme et les risques de conflits élevés. Il suffit de penser au programme nucléaire saoudien pour lequel Riyad ressent une inquiétude

ÉMERGENCE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

En tant que pays émergent le plus influent sur la scène mondiale, la Chine est souvent au centre des discussions politiques depuis les années 2000. Elle a bougé dans l'ordre mondial, sa croissance économique a dépassé le ratio de la population, l'extrême pauvreté a diminué de 0,5% seulement en moyenne est apparue de l'environnement

Malheureusement, les droits fondamentaux ont détérioré ces dernières années, notamment pour les Ouïgours. La Chine d'accepter la médiation dans l'arbitrage régional de la Chine méridionale occupant.

Sans compter que la Chine n'accepte ses succès qu'à son indulgence à l'égard de la détérioration, la Chine n'a aucunement compensé de Mao Tsé-toung les millions de morts. L'ouverture et la croissance des pays ont profité aussi au reste du monde, ce économique basé sur la technologie et le commerce ouvert ont permis un développement positif sur le plan mondial. Entre 1981 et 2019, la population vivante a baissé de 10%. L'intégration de la Chine au monde a permis aux pays émergents de bénéficier du développement international a augmenté le niveau de vie moyen dans le monde.

LE CHANGEMENT D'ORDRE MONDIAL

Malgré ces succès, la Chine a une devise « le changement est la seule constante » se trouve dans les politiques et le protectionnisme. La Chine est au centre des grandes réformes, l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, le départ de 2010 d'un milliard de personnes, les forces réfractaires. Avec des instruments de crédit social,

CHINOIS ET RUSSES AVANCENT LEUR VISION D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Un ordre mondial "plus juste". Cinq semaines après l'invasion de l'Ukraine, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a obtenu mercredi auprès de son allié chinois une réaffirmation de l'amitié "sans limite" des deux pays face aux Etats-Unis. Face à la résistance ukrainienne et à l'unité des démocraties occidentales, qui ont pris des sanctions sans précédent contre elle, la Russie ne peut compter que sur la puissance chinoise pour échapper à un isolement économique total. Dans ce contexte, Sergueï Lavrov a profité d'un entretien bilatéral dans l'Est de la Chine avec son homologue Wang Yi pour annoncer l'avènement du nouvel ordre mondial rêvé par les deux pays.

"Nous vivons une étape très sérieuse dans l'histoire des relations internationales", a-t-il déclaré, dans un vidéo de l'entretien diffusée par Moscou. "Je suis convaincu qu'à l'issue de cette étape, la situation internationale sera nettement plus claire et que nous (...) nous dirigerons vers un ordre mondial multipolaire, juste, démocratique", a-t-il lancé à son hôte.

"Les relations sino-russes ont bien résisté à l'épreuve du changement de la situation internationale", lui a répondu ce dernier, selon des propos rapportés par son ministère. Dans un communiqué publié par Moscou, les deux pays ont annoncé vouloir "poursuivre l'approfondissement de la coordination en politique étrangère



re" et "élargir l'action commune", mais sans annoncer de mesures concrètes de soutien de la Chine à la Russie.

Une réaffirmation du caractère illimité de l'amitié entre les deux pays. Les puissances occidentales ont mis en garde Pékin contre tout soutien au régime du président russe Vladimir Poutine qui permettrait à Moscou d'atténuer l'impact des sanctions. Les entreprises chinoises font preuve de prudence dans leurs échanges avec la Russie, de peur d'être frappées par ricochet par ces sanctions. M. Lavrov a donc dû se contenter d'une réaffirmation du caractère illimité de l'amitié entre les deux pays face au rival américain commun.

"Notre opposition à l'hégémonie est sans limite", a assuré un porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin, interrogé sur la visite du ministre russe.

Depuis le 24 février, Pékin s'est refusé à condamner l'invasion de l'Ukraine. Début mars, Wang Yi avait même salué une amitié "solide comme un roc" avec Moscou et défendu les préoccupations "raisonnables" de la Russie pour sa sécurité. Quelques semaines avant la guerre, Vladimir Poutine avait lui-même été chaleureusement reçu par son homologue chinois Xi Jinping à Pékin. Les deux pays avaient déjà célébré une amitié "sans limites" et dénoncé "l'extension" de l'Otan.

L'AFGHANISTAN AU MENU

Sergueï Lavrov doit participer en Chine à deux jours de réunions sur l'Afghanistan, durant lesquelles il devrait côtoyer un diplomate américain. Pékin et Moscou ont vu dans le départ des forces américaines de Kaboul une preuve de l'affaiblissement de l'Amérique. La réunion, organisée à Tunxi (Est), dans la grande région de Shanghai, rassemble sept pays voisins de l'Afghanistan. Le chef de la diplomatie des talibans au pouvoir à Kaboul, Amir Khan Muttaqi, est également attendu, selon l'agence Chine nouvelle. Parallèlement, doit se tenir une réunion d'un "mécanisme de consultation" sur l'Afghanistan, avec la participation de diplomates de Chine, de Russie, du Pakistan mais aussi des Etats-Unis. Selon un porte-parole du département d'Etat américain, le représentant spécial de Washington pour l'Afghanistan, Tom West, doit assister à la réunion.

Ces réunions surviennent une semaine après une visite de Wang Yi à Kaboul, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir des fondamentalistes islamistes en août dernier. La Chine partage une petite frontière de 76 kilomètres à très haute altitude avec l'Afghanistan. Pékin craint depuis longtemps que son voisin ne devienne un base de repli pour les séparatistes et islamistes de l'ethnie ouïghoure, majoritaire dans sa vaste région du Xinjiang (Nord-Ouest).

RE AU MOYEN-ORIENT ?

eur de paix » et la
vers formats poli-
es adverses, afin
dans des pourpar-
r leurs différends.
n agira probable-
nce sur cette voie,
onsabilités pour-
-productives. A ce
fondamentalement
ois les attentes des
et ses propres inté-

ancer que la victoi-
uée par la Chine à
de réconciliation
gnale un nouvel
gé par Pékin. Bien
à dire que l'accord
sur la région, ses
restent incertains
déraillement sont
citer à cet égard le
ire iranien envers
ent une profonde

D'UN NOUVEL IAL

mergent de plus en
scène mondiale, la
au centre des dis-
s. Il est vrai que,
1980, les choses
mpire du Milieu. La
ique a fait baisser
lation vivant dans
de 66% en 1990 à
n 2016. Une classe
ue et la protection
t gagne en impor-

la situation des
aux s'est globale-
ces dernières
at à Hong Kong et
s. Le refus de la
a sentence rendue
relatif à la mer de
est également pré-

la Chine souhaite
valeurs, mais n'est
égard de ceux qui
ment. Malgré cette
hine actuelle n'est
arable au régime
et ses quelque 70

modernisation du
aux Chinois, mais
monde. La croissan-
sée sur le progrès
un système com-
eu un impact lar-
la population mon-
et 2017, le ratio de
nt dans l'extrême
de plus de 75%.
Chine et d'autres
dans le commerce
menté le niveau de
monde entier.

ENT PAR LE

et perspectives, la
ment par le com-
sous le feu des cri-
ionnisme augmen-
centre du débat.
mes lancées après
nisation mondiale
C) ont été suivies, à
durcissement des
au changement.
ats comme le systè-
l'État a étendu son



contrôle des particuliers et des entre-
prises. L'Occident est en partie res-
ponsable de cette évolution. L'échec
du cycle de Doha de l'OMC a relâché la
pression de la politique étrangère en
faveur de réformes.

Depuis, on assiste à une véritable
concurrence des systèmes. Le déni-
grement répandu de la Chine et la
guerre commerciale avec les États-
Unis n'ont fait qu'exacerber l'orienta-
tion nationale-conservatrice dans le
pays. Autrefois, ce genre de luttes
pour la domination mondiale a sou-
vent mené à des conflits armés, au
détriment de toutes les parties.

Les 75 dernières années témoignent
de la voie à suivre: intégrer la Chine
dans le système international. Depuis
la fin de la Seconde Guerre mondiale,
le commerce international et les
échanges pacifiques ont augmenté. Le
monde entier en a bénéficié. Des
routes commerciales ouvertes, des
marchés ouverts et un équilibre paci-
fique des intérêts sont des piliers
essentiels d'un système international
qui fonctionne. La Chine devrait
contribuer à le pérenniser.

L'équilibrage des intérêts passe avant
tout par des organisations internatio-
nales telles que l'OMC. Ces organisa-
tions ont indéniablement des défauts,
sont souvent inefficaces et peu aptes
à décider. Pour autant, il serait faux
de les écarter et d'affaiblir cet instru-
ment central de la stabilisation mon-
diale. Moyennant des réformes, il est
possible de les améliorer et, ainsi, de
relancer le processus de réforme
dans un pays comme la Chine. À
l'OMC, le mécanisme de règlement
des différends, la transparence et la
limitation des aides d'État ont notam-
ment besoin d'être revus. L'OMC doit
en outre tenir compte des progrès
accomplis par la Chine. Il n'est plus
approprié de la classer parmi les pays
en développement.

Le succès d'une politique d'intégra-
tion dépend largement de la crédibili-
té de l'Occident et des organisations
internationales. Les pays occidentaux
devraient donc soutenir ces organisa-
tions et non les accabler. Des

réformes et des engagements clairs à
leur égard peuvent renforcer leur
impact.

LA SUISSE ET SON RÔLE D'INTERMÉDIAIRE

Dans un monde qui s'organise tou-
jours plus autour de deux pôles, la
Suisse devrait jouer un rôle d'inter-
médiaire. Pays d'accueil de tant d'or-
ganisations internationales, elle est
idéalement placée comme portail de
réforme et de développement. Dans
ce cadre, elle peut aborder ouverte-
ment des problèmes comme la situa-
tion des droits de l'homme et faciliter
des coopérations à grande échelle, en
matière d'environnement par
exemple. Un retrait forcé de Chine ou
des sanctions et boycotts ne produi-

raient pas l'effet escompté. Avec
telles mesures, c'est toujours la popu-
lation locale qui est perdante. Sans
oublier que, comme le montre l'expé-
rience, les sanctions en solitaire sont
souvent inefficaces, voire préjudi-
ciables. L'Occident peut et doit s'im-
poser dans l'actuelle concurrence des
systèmes, à l'instar de celle pendant la
Guerre froide, gagnée non pas en
usant de moyens militaires, mais
grâce à une économie de marché
supérieure, à l'innovation et à l'esprit
d'entreprise ainsi qu'à l'attrait de son
ordre social fondé sur la liberté indi-
viduelle, l'État de droit, le progrès et
la prospérité. Voici la recette du suc-
cès avec laquelle il faut renouer.
Cela vaut en particulier aussi pour la
Suisse, où les forces en faveur du

maintien des structures ont égale-
ment le vent en poupe. La Suisse recu-
le dans de nombreux classements. Le
protectionnisme est de nouveau de
bon ton et les réformes semblent tou-
jours plus difficiles. Pour prendre
l'emporter dans la concurrence des
systèmes avec la Chine, il faut miser
sur l'innovation et la concurrence.
Des engagements au niveau multila-
téral ainsi qu'une politique d'ouvertu-
re à l'égard de la Chine peuvent
contribuer à l'intégrer dans le systè-
me international. Alors il sera plus
facile d'amener la Chine à assumer
des responsabilités internationales
en accord avec sa taille et son influen-
ce. Le changement par le commerce
reste d'actualité, en Chine comme en
Suisse

Chine-Russie : vers un nouvel ordre mondial ?

Emmanuel Macron se rend en Chine à partir de mer-
credi pour parler notamment de la guerre en Ukrai-
ne. Avec l'idée de « réengager le dialogue » avec son
président Xi Jinping. Dans « La Story », le podcast d'actua-
lité des « Echos », Pierrick Fay et ses invités s'interrogent
sur la nouvelle division de l'ordre mondial.

Emmanuel Macron est attendu en Chine mercredi après
midi pour une visite officielle de trois jours. Outre des
rencontres avec la communauté française sur place,
éprouvée par trois ans de politique de zéro Covid, le pré-
sident français va rencontrer son homologue chinois Xi
Jinping. Il sera notamment accompagné par Ursula von
der Leyen, la présidente de la Commission européenne,
afin, notamment, de renvoyer l'image d'une Europe unie,
qui parle d'une seule voix à la Chine.

Le dossier ukrainien sera bien évidemment au centre de
ce voyage officiel, quelques jours à peine après la visite
très médiatique du président chinois à Moscou. Emma-
nuel Macron va rechercher « un espace » de dialogue avec
Pékin pour des « initiatives » afin de « soutenir la popula-
tion civile » ukrainienne, mais aussi « identifier un che-
min » de sortie de crise à moyen terme, selon un proche
de l'Élysée. La question de la fourniture d'armes de la
Chine à la Russie sera notamment au centre des atten-
tions. « Si la Chine prend cette décision funeste, il y a un
effet stratégique majeur sur le conflit », a déjà averti la
présidence française. « Nous souhaitons éviter le pire ».

RÉVEIL DE LA CHINE

Mais la France et l'Europe pèseront-elles assez lourd dans
l'esprit du président Xi Jinping ? La Chine a fini de se
réveiller et entend peser de plus en plus dans les débats
internationaux. Le pays ne cesse depuis quelques années
d'afficher sa proximité avec la Russie. « Un axe Pékin-
Moscou existe incontestablement sur la base de multiples
intérêts communs et de diverses affinités », explique
Michel Duclos, dans son ouvrage collectif « Guerre en
Ukraine et nouvel ordre du monde ». « Il est de surcroît
cimenté par une vision partagée de l'occident, perçu
comme à la fois décadent et menaçant ».

Sommes-nous face à une nouvelle division du monde
entre deux blocs antagonistes ? Pour François Godement,
conseiller pour l'Asie à l'Institut Montaigne, « le camp des
démocraties n'a pas vraiment fondu ces dernières années
par rapport à l'époque d'après 1989, mais nos exigences,
nos attentes, celles des grands pays industrialisés, et en
particulier des Européens et des Américains sous l'admini-
stration Biden, ont immensément grandi. Nous atten-
dons que tout le monde se rallie à notre panache blanc, à
nos valeurs. En réalité, ce n'est pas que les pays du Sud
global aient envie de les contredire, mais ils n'ont pas
envie d'être bridés et d'entrer dans une logique ou
d'autres éléments que leurs intérêts dictent leur condui-
te. C'est un retrait, ce n'est pas une opposition pour beau-
coup d'entre eux ».

SAHARA
OCCIDENTAL/ANNIVERSAIRE:
**SIGNATURE D'UNE
CONVENTION DE COOPÉRATION
ET DE FORMATION ENTRE LES
CAM DE TINDOUF ET DE
BOUJDOUR**

Une convention de coopération et de formation a été signée dimanche entre la Chambre algérienne de l'artisanat et des métiers (CAM) de la wilaya de Tindouf et la Chambre de l'artisanat et des métiers de Boudjbour de la République arabe sahraouie démocratique (RASD). Cette convention a été signée en marge du salon international d'artisanat qu'abrite le camp des réfugiés sahraouis d'Aousserd dans le cadre des festivités du 50ème anniversaire de la création du Front populaire pour la Libération de Sakia El-Hamra et Oued Eddaheb (Polisario) et le déclenchement de la lutte armée contre le colonisateur espagnol puis l'occupant marocain. "La signature de cette convention de coopération entre les deux Chambres d'artisanat des deux pays vise à prêter main forte aux artisans sahraouis par l'échange des expériences, l'organisation des manifestations de perfectionnement des compétences professionnelles et productives, ainsi que la formation sur les modalités de gestion des petites entreprises d'artisanat en vue de promouvoir et mettre en valeur le savoir-faire des femmes artisanes sahraouies", a indiqué à l'APS le directeur général (DG) de l'artisanat au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Kamal Eddine Bouâame. Ce salon, a souligné M. Bouâame, "constitue un soutien à la question sahraouie", relevant, à l'occasion, que le secteur a signé plusieurs conventions de coopération et de partenariat avec le ministère de Développement économique de la RASD.

De son côté, le Directeur général (DG) de l'artisanat et des métiers au ministère du Développement économique de la RASD, Ibrahim Essalem Ahmed Lekhlifa, a affirmé que cette "convention intervient en application du mémorandum d'entente signé entre les deux secteurs d'artisanat algérien et sahraoui".

"Cette convention est une étape avancée dans la coopération bilatérale dans le domaine de l'artisanat et des métiers, suivi de l'élaboration d'un programme par les deux parties en marge du salon international, auquel l'Algérie est l'invitée d'honneur, organisé dans le cadre de la célébration du 50ème anniversaire de la création du Front Polisario et le déclenchement de la lutte armée", a indiqué le responsable sahraoui.

Ces conventions, a souligné M. Lekhlifa, serviront de préambule à la signature de plusieurs conventions de jumelages avec d'autres CAM algériennes et constituent un fort apport, dans la conjoncture de l'exil, dans le développement de l'artisanat sahraoui.

Et d'ajouter: "l'artisanat et les métiers représentent deux dimensions culturelles à l'ère du conflit avec l'ennemi marocain, dont la première à travers la préservation de la culture et l'identité sahraouies, et la seconde est économique représentant le noyau du futur artisanat Sahraoui, à même de contribuer, à la faveur du compter sur soi, à la résistance des sahraouis.

Le programme commémoratif, qui se déroule au camp des réfugiés sahraouis d'Aousserd et arrêté par les autorités sahraouies à l'occasion du 50ème anniversaire de la création du front Polisario et du déclenchement de la lutte armée, prévoit, outre des défilés militaires et civils, des communications, tables rondes afférentes à l'évènement.

Il s'agit également des exposés sur l'intelligence et le génie de la femme sahraouie, et l'organisation d'une exposition de livres d'auteurs sahraouis.

I.M./Aps

Burkina Faso : un gendarme tué et dix «terroristes» neutralisés dans le centre-nord

Un gendarme burkinabè a été tué, lundi, dans une attaque contre une équipe de l'armée sur l'axe Kaya-Dori dans le centre-nord du Burkina Faso, a annoncé le chef d'état-major général des armées, le colonel-major Célestin Simporté qui a précisé qu'au moins dix "terroristes" ont été neutralisés dans la riposte.



La semaine écoulée le pays a enregistré plusieurs attaques terroristes contre des populations civiles faisant de nombreuses victimes. Le colonel-major Célestin Simporté a expliqué que lundi, un Escadron de sécurisation routière et d'intervention de la Gendarmerie nationale, une unité du Génie militaire et un groupe de volontaires pour la défense de la patrie (VDP) ont "vaillamment" riposté à une attaque contre leurs positions sur l'axe Kaya-Dori, à hauteur du pont de Naré dans le centre-nord.

"Les unités, qui ont très rapidement pris la mesure des assaillants, ont infligé de lourdes pertes à ces derniers, les obligeant à prendre la fuite", a indiqué Simporté précisant que le bilan enregistré est d'"au moins une dizaine de terroristes abattus".

De l'armement, des muni-

tions et des moyens roulants en importante quantité ont également été récupérés, a-t-il ajouté, soulignant qu'"un gendarme a malheureusement perdu la vie au cours des combats". Deux autres gendarmes blessés ont été évacués et pris en charge, a-t-il dit, assurant que des opérations de sécurisation sont toujours en cours dans la zone.

Joint au téléphone par Anadolu, des témoins qui voyageaient sur l'axe Kaya-Dori ont confirmé cette attaque.

"Les assaillants étaient venus en grand nombre pour attaquer les militaires et les VDP. Mais ils ont été repoussés", a expliqué un passager joint au téléphone par Anadolu sous le couvert d'anonymat.

Le chef d'état-major général des Armées a félicité les unités pour leur engagement et les encourage à maintenir la dynamique de victoire en

cours. Les Forces armées burkinabè ont également mené des opérations antiterroristes dans la journée de lundi, notamment dans les provinces du Bam, la Sissili, dans la zone de Ouahigouya, les Cascades, le Koulpélogo, a rappelé l'Agence d'Information du Burkina (AIB).

"Ces opérations se sont soldées par la neutralisation de plusieurs dizaines de terroristes et la récupération d'armes de combat", a rapporté l'AIB citant l'armée.

A l'instar de ses voisins de la région du Sahel, notamment le Mali et le Niger, le Burkina Faso est confronté depuis 2015, à une insécurité croissante. La semaine écoulée le pays a enregistré plusieurs attaques terroristes contre des populations civiles faisant de nombreuses victimes. Dimanche, au moins une quinzaine de civils a été tuée dans une attaque terroriste

contre la localité de Kompenga dans l'est du Burkina Faso près du Togo et du Bénin, selon des sources sécuritaires locales.

Le nombre de personnes déplacées à cause des attaques terroristes dans le pays est passé de 1,9 million, le 28 février 2023, à 2 millions de personnes à la date du 31 mars selon les derniers chiffres du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (SP/CONASUR).

Le gouvernement burkinabè a décrété "l'ordre de mobilisation générale et de mise en garde" afin de "donner un cadre juridique et légal à l'ensemble des actions" engagées par l'Etat dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

L'état d'urgence est en vigueur dans huit régions sur les treize que compte le pays

Par AA / Ouagadougou /
Dramane Traoré

SAHEL

La Mission d'entraînement de l'UE se retire du Mali

Après dix années de présence, la Mission d'Entraînement de l'Union européenne (Eutm) se retire définitivement du Mali qui fait face à la menace terroriste et d'autres formes de crime et de banditisme. Cette mission avait pour objectif d'apporter un appui à la formation, à l'entraînement et au renforcement des capacités des Forces de Défense et de Sécurité du Mali. Cela, suite à des crises intervenues au Mali sur fond

d'instabilité politique et ses implications sur les institutions.

Déployée le 17 janvier 2013, la présence de l'Eutm prend fin sur fond de tensions entre les autorités de la transition malienne et les partenaires européens. La diplomatie européenne dénonce le non-respect des accords de défense et indique n'avoir pas obtenu des autorités «les garanties demandées, notamment avec la présence du groupe russe Wag-

ner au Mali». Les activités de l'Eutm au Mali portaient sur la formation des unités militaires maliennes, le conseil, à tous les niveaux, des forces armées maliennes, la contribution à l'amélioration du système éducatif militaire, des écoles jusqu'au niveau ministériel, la prestation de conseils et d'actions de formation pour l'état-major de la force conjointe du G5 Sahel.

R. I.

LIGUE 1 MOBILIS

Le PAC bat l'USMA sur le fil (2-1) et se relance pour le maintien

Le club de Soustara pourra même prétendre monter sur le podium puisqu'il aura à disputer deux autres matchs en retard à domicile, l'un contre le MC Oran (21e journée), l'autre contre le MC Alger (23e journée), forcé au repos depuis plus de trois semaines...

Le Paradou AC s'est imposé sur le fil dimanche au stade Omar Benrabah de Dar El-Beïda face à l'USM Alger 2-1 (mi-temps: 1-0), en match disputé dans le cadre de la mise à jour de la 20e journée du championnat de ligue 1 Mobilis.

Les Pacistes ont ouvert le score par Mokadem (31e), avant que l'USMA n'égalise en seconde période grâce à l'attaquant Al-Haraïsh (55e). Alors que tout le monde croyait que les deux équipes allaient se quitter sur un score de parité, Bouzida a surgi dans le temps additionnel (90e+5) pour inscrire le but victorieux.

Une victoire précieuse pour les "Académiciens" qui reviennent à un point du premier non relégable, le NC Magra (14e, 26 pts), et se relancent dans la course au maintien, avec 25 points au compteur.

De son côté, l'USMA reste scotchée à la 8e place avec 32



DIMANCHE, 21 MAI:

Paradou AC - USM Alger 2-1

Classement

	Pts	I
1). CR Belouizdad	50	23
2). CS Constantine	43	23
3). MC Alger	36	22
4). ES Sétif	35	23
--). USM Khenchela	35	23
6). MC El-Bayadh	33	23
--). JS Saoura	33	23
8). USM Alger	32	21
9). ASO Chlef	30	23
--). MC Oran	30	22
11). RC Arbaâ	29	23
12). US Biskra	28	23
13). JS Kabylie	27	23
14). NC Magra	26	23
15). Paradou AC	25	23
16). HBC-Laïd	03	23.

APS

points. Le club de Soustara pourra même prétendre monter sur le podium puisqu'il aura à disputer deux autres matchs en retard à domicile, l'un contre le MC Oran (21e journée), l'autre contre le MC Alger (23e journée), forcé au repos depuis plus de trois semaines. L'entraîneur des "Rouge et Noir" Abdelhak Benchikha a aligné un onze largement remanié, à une semaine de la finale (aller) de la Coupe de la Confédération de la CAF à Dar Es-Salaam, contre les Tanzaniens des Young Africans.

MC ORAN

Hyproc prendra les commandes du club « dès la fin du championnat »

L'entreprise « Hyproc » (filiale de Sonatrach) fera son entrée en scène aux commandes du MC Oran à l'issue du championnat de Ligue 1 de football Mobilis, a indiqué, lundi, le wali d'Oran, qui chapeaute les pourparlers entre les deux parties. Saïd Sayoud, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse au siège de la wilaya à l'issue d'un nouvel round de discussions entre les représentants d'Hyproc et leurs homologues du MCO, a assuré que le processus du passage du club oranais sous la bannière de la compagnie spécialisée dans le transport maritime des hydrocarbures « tire à sa fin ». Il a, à

ce propos, annoncé la publication « officielle » des nouveaux statuts de la société sportive par actions (SSPA) du MCO « sans les anciens actionnaires qui se sont tous désistés de leur portefeuilles au profit du club amateur », a-t-il précisé. Il s'agit-là, selon le wali, d'une avant dernière étape précédant l'établissement des statuts finaux de la nouvelle SSPA du MCO, dont la majorité des actions seront détenues par Hyproc. En attendant que la filiale de Sonatrach prenne les commandes du MCO « au lendemain du dernier match du championnat (1er juin 2023, ndlr) », le « garde judiciaire »

désigné récemment par la justice continuera à gérer les affaires du club, a encore souligné le wali, qui s'est engagé à nouveau à « prendre en charge l'équipe sur le plan financier via les subventions allouées par les autorités locales au profit du club amateur ». Par ailleurs, M. Sayoud est revenu sur le dernier « revers » des 'Hamraoua' sur le terrain de la JS Kabylie (4-0), jeudi dernier pour le compte de la 23e journée de la Ligue 1, imputant la responsabilité au staff technique, en tête Omar Belatoui, n'écartant pas l'éventualité de mettre fin à ses fonctions.

R. S.

RACISME : INFANTINO EXPRIME SA « PLEINE SOLIDARITÉ » AVEC VINICIU

Le président de la Fifa Gianni Infantino a exprimé lundi sa « pleine solidarité » avec l'attaquant brésilien Vinicius, victime d'insultes racistes lors du match du championnat d'Espagne Valence-Real Madrid, dimanche. Lors de cette rencontre perdue 1 à 0 par le Real, le Brésilien a affirmé avoir été insulté par le public. Autour de la 70e minute de jeu, Vinicius a pointé du doigt un supporter, puis les joueurs sont allés rapporter les faits à l'ar-

bitre. « Pleine solidarité à Vinicius, a écrit le patron de la Fédération internationale de football (Fifa) dans un communiqué. Il n'y a pas de place pour le racisme dans le football ou dans la société et la Fifa soutient tous les joueurs qui se sont retrouvés dans une telle situation. Gianni Infantino a rappelé les trois étapes mises en place lors des compétitions organisées par la Fifa en cas d'insultes racistes et a souhaité qu'elles soient « appli-

quées dans tous les pays et dans toutes les ligues ». « Premièrement, vous arrêtez le match. Dans un second temps, les joueurs quittent le terrain et le speaker annonce que si les attaques continuent, le match sera suspendu. Le match recommence, puis, troisièmement, si les attaques continuent, le match s'arrêtera et les trois points iront à l'adversaire », a indiqué le président de la Fifa.

RS

FINALE MANCHESTER CITY-INTER MILAN

LE POLONAIS SZYMON MARCINIAK AU SIFFLET

L'Union européenne de football (UEFA) a désigné l'arbitre polonais Szymon Marciniak, pour diriger la finale de la Ligue des champions prévue le samedi 10 juin entre Manchester City et l'Inter Milan au stade d'Istanbul (20h00), rapporte le site spécialisé Foot Mercato. Arbitre de la finale de la Coupe du monde 2022 entre l'Argentine et la France (3-3, 4-2 aux tirs au but), le Polonais Szymon Marciniak (42 ans) vient d'être nommé pour diriger la finale de la Ligue des Champions 2023. Une belle distinction pour ce dernier qui avait notamment dirigé la demi-finale retour entre Manchester City et le Real Madrid (4-0). Dans le même temps, les arbitres des finales des autres compétitions européennes ont été dévoilés. Pour la finale de la Ligue des Champions féminine, la Galloise Cheryl Foster a été désignée pour le match opposant le FC Barcelone à Wolfsburg. Pour ce qui est de la Ligue Europa, l'Anglais Anthony Taylor dirigera la finale entre le Séville FC et l'AS Roma à Budapest (31 mai), alors que l'Espagnol Carlos Del Cerro Grande sera au sifflet pour Fiorentina - West Ham en Ligue Europa Conférence à Prague (7 juin).

RS

FINALE ALLER YOUNG AFRICANS-USM ALGER

COUP D'ENVOI DÉCALÉ À 20H00

Le coup d'envoi de la finale (aller) de la Coupe de la Confédération africaine de football, entre les Tanzaniens des Young Africans et l'USM Alger, prévu initialement le dimanche 28 mai au stade Benjamin Mkapa de Dar Es-Salaam à 14h00 a été décalé à 20h00 (heures algériennes), a annoncé le club tanzanien ce lundi sur sa page officielle Facebook. Par ailleurs, la vente des billets pour cette première manche a débuté lundi. Les prix varient entre 2 et 40 euros. Cette rencontre sera dirigée par Jean-Jacques Ngambo Ndala de la RD Congo, assisté du Sud-Africain Zakhele Thusi Granville Siwela (1e assistant), et d'Olivier Kabene Safar de la RD Congo (2e assistant), alors que le quatrième arbitre est le Mauricien Ahmad Imte haz Heeralall. L'arbitre Kenyan Peter Waweru Kamaku a été chargé de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR), secondé par le Sud-Africain Akhona Zennith Makalima et du Soudanais Mohammed Abdallah Ibrahim. La finale (retour) se jouera le samedi 3 juin au stade olympique du 5 juillet d'Alger (20h00, heures algériennes).

RS

SANCTIONS DE LA LFP

2 MATCHS FERME POUR OUKACI (JSK) ET H'MIDA (NCM)

Le joueur du NC Magra (Ligue 1 Mobilis), Salah H'mida, a écopé de quatre matchs de suspension dont deux avec sursis pour insulte envers un officiel lors de la rencontre contre le MC El Bayadh (0-1) de la 23e journée de Ligue 1 Mobilis, a indiqué lundi la commission de discipline de la Ligue de football professionnel (LFP). Outre la suspension, H'mida devra s'acquitter d'une amende 40.000 DA tout comme son équipe condamnée à payer 40.000 DA pour conduite incorrecte. La commission de discipline de la LFP a également infligé une suspension de trois matchs dont un avec sursis plus 30.000 DA d'amende au joueur de la JS Kabylie, Juba Oukaci, pour voie de fait envers un adversaire lors de la victoire contre le MC Oran (4-0) pour le compte de la 23e journée de Ligue 1. La JS Kabylie est sanctionnée également d'une amende de 300.000 DA en raison de l'absence d'entraîneur en chef sur la main courante et 30.000 DA pour utilisation de fumigènes.

RS

VOYAGE DANS LE MONDE DU "GOUN"

L'exposition d'arts plastiques «Fantasia algérienne... patrimoine et fierté» fait zoom sur le sujet

Les tableaux reproduisent, sous différents titres, des scènes des rituels qui accompagnent les représentations du Goum dans les célèbres Waâdate dans la région ouest du pays, destination prisée pour de nombreux visiteurs, comme "la Waâda de Sidi Brahim" à Sidi Bel-Abbes, "la Waâda de Sidi Ghriss" et "la Waâda de Tighennif" à Mascara, qui présentent les spectacles de cavalerie et de baroud.

L'exposition d'arts plastiques "Fantasia algérienne: patrimoine et fierté" abritée par le Musée public national d'art moderne et contemporain (MAMO) d'Oran emporte le visiteur dans un voyage au monde du "Goum" qui fait le spectacle lors de fêtes comme les "waâdate" dans différentes régions du pays.

Cette exposition regroupe 76 toiles signées par six artistes des wilayas de Sidi Bel-Abbes, Mostaganem et Mascara, en l'occurrence Mekdes Noureddine, Mekdes Moulay Driss, Talbi Abdelhadi, Cheriet Abdelkader, Alayouia Youcef et Benaïssa Youcef, qui ont présenté des œuvres reproduisant ce qui est appelé "Goum" et "S'hab El Baroud". L'exposition, qui a ouvert ses portes jeudi dernier, vise à initier les visiteurs, en particulier les plus jeunes, à l'art de la fantasia, considéré comme un patrimoine culturel et historique encore présent dans diverses régions du pays, en plus de mettre en valeur les œuvres de peintres ayant excellé à transmettre et préserver ce patrimoine, a indiqué à l'APS la conseillère culturelle en charge des ateliers pédagogiques au niveau du MAMO, Malika Hamri. Les tableaux reproduisent, sous différents titres, des scènes des rituels qui accompagnent les représentations du Goum dans les célèbres Waâdate dans la région ouest du pays, destination prisée pour de nombreux visiteurs, comme "la Waâda de Sidi Brahim" à Sidi Bel-Abbes,

"la Waâda de Sidi Ghriss" et "la Waâda de Tighennif" à Mascara, qui présentent les spectacles de cavalerie et de baroud.

Certains peintres ont mis en exergue dans leurs toiles la vaillance des cavaliers dans les batailles, dont la fameuse "Bataille de Mazaghran" à Mostaganem, merveilleusement immortalisée par le poète Sidi Lakhdar Benkhelouf.

Un des tableaux est dédié au fondateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader, majestueux sur son cheval, d'autres ont dépeint dans des couleurs envoûtantes la beauté du cheval berbère et du sport équestre, notamment des sauts d'obstacles, mais aussi des paysages des campagnes et du désert, des marchés à bestiaux et de vieux quartiers, comme dans les œuvres de Mekdes Noureddine utilisant des "miniatures" dans l'art de la fantasia. L'exposition "Fantasia algérienne: patrimoine et fierté" se poursuit jusqu'au 18 juin au MAMO.

M.Dj.



LES CONTES DE KADABENSEMICHA ET FARÈS IDIR

Faire revivre le rôle du « hakawati »

Un spectacle de contes, revisitant des histoires inspirées de récits fantastiques a été animé samedi à Alger par les conteurs KadaBensemicha et Farès Idir devant un public qui a apprécié une prestation originale.

Accueillis à la Villa Abdeltif, dans le cadre de l'exposition "Actes de vie" du plas-

ticien algérien Denis Martinez, visible au même endroit jusqu'au 31 mai, les conteurs ont donné voix à des récits et histoires fantastiques puisés dans le riche patrimoine oral algérien.

Rythmant leur récit avec des percussions du bendir et du karkabou, KadaBensemicha et Farès Idir ont dépoussiéré des

contes anciens, récits et devinettes transmises par le conte de génération en génération.

Dans un décor rehaussé par les œuvres et installations de l'artiste Denis Martinez, présent à l'occasion, KadaBensemicha a emmené le public dans une promenade poétique, dans un habillage sonore rythmé par les raisonnances du bendir et les tintements de karkabou.

Usant de ses talents de conteur, Bensemicha a su réhabiliter l'art du conte populaire par une prestation singulière qui met en valeur le conte à travers l'interaction du public.

Statique ou en mouvement, les deux narrateurs ont déclamé contes et devinettes devant un public, invité à l'occasion à découvrir l'exposition de Denis Martinez. Pour sa part, Farès Idir a gratifié le public d'une sélection de récits et légendes anciens puisés dans le patrimoine oral de Kabylie, où le vivre-ensemble, la solidarité, la loyauté et autres valeurs sont mises en exergue.

Des légendes sur la générosité, la cupidité et l'espièglerie à Tajmaat, assemblée de village qui règle les conflits de la communauté, le conteur a donné une place importante aux rapports sociaux et aux valeurs qui consacrent l'entraide et la fraternité, à travers des personnages fictifs mais si attachants.

Inaugurée le 13 mai, l'exposition "Actes de vie", organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc) restitue l'oeuvre de Denis Martinez sur plus de 50 ans, sculptures, peintures, et poèmes habillent Dar Abdeltif, en plus d'un programme artistique qui prévoit encore des performances musicales et des tables rondes

PROMOUVOIR L'ARTISANAT

Lancement de plusieurs programmes de promotion des produits algérien

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche a annoncé, lundi à Nâama, le lancement de plusieurs programmes visant à promouvoir les produits de l'artisanat algérien et en faire un facteur pour dynamiser l'activité touristique.

M. Didouche a souligné, lors d'une exposition de produits de l'artisanat local, organisée dans la commune de Nâama avec la participation de près de 50 artisans, dans le cadre du deuxième et dernier jour de sa visite à la wilaya, que ces programmes comprennent également le lancement d'une opération qui concerne l'octroi d'un label de qualité et d'authenticité du produit "artisanat traditionnel algérien" dans le but de préserver les métiers de l'artisanat d'art hérité des ancêtres, ainsi que la protection et la valorisation du patrimoine traditionnel local.

Le ministre a affirmé que son secteur concentre actuellement ses efforts sur l'amélioration de la qualité du produit artisanal, en fonction des spécificités

de chaque wilaya, à travers la mise en place de plusieurs mécanismes d'appui et d'accompagnement des artisans locaux, outre l'intensification des cours de formation spécialisée pour augmenter leurs capacités productrices et leur niveau de compétitivité et leur permettre de s'adapter aux transformations sociales, économiques et technologiques. Le ministre a présidé, au niveau de la Maison de l'artisanat du chef-lieu de wilaya, la signature d'un accord de coopération entre les Directions du Tourisme et de l'Artisanat et de la Formation et de l'Enseignement professionnels, qui prévoit d'assurer des opportunités de formation au profit des jeunes dans le domaine du tourisme, à savoir les guides et accompagnateurs de délégations touristiques et la mise à disposition d'établissements hôteliers et touristiques d'ouvriers qualifiés répondant aux exigences du tourisme moderne.

A cette occasion, un deuxième accord de coopération a été signé entre les

Directions du Tourisme et de l'Artisanat et des Moudjahidine et des ayants-droit, en présence du ministre et des autorités locales, ainsi que la famille révolutionnaire.

L'accord prévoit la confection d'un guide touristique local pour faire connaître les personnalités, les sites et monuments historiques, et ce, en coordination avec les agences de tourisme et de voyages pour intégrer des visites touristiques à ces lieux dans le circuit touristique de la wilaya, selon les explications fournies.

Le ministre a clôturé sa visite d'inspection dans la wilaya dans la commune de Nâama, où il s'est enquis d'un projet de construction d'un hôtel dans le cadre de l'investissements privé d'une capacité de 40 chambres, comprenant 116 lits, dont les travaux connaissent un taux d'avancement dépassant les 97 pc et devant entrer en exploitation, prochainement, avec la création de 33 emplois directs

I.M./Aps

I.Med

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA
DAIRA DE AIN EL MELH
COMMUNE DE AIN FARES
N.F : 098428379067706 01

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 82 et 85 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'Assemblée populaire communale de AIN FARES, informe tous les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales l'année 2023 paru dans les journaux (DZAIR NEWS le 10/04/2023 et le L'EXPRES 10/04/2023) relatif à :

***Réalisation deux terrain de jeu gazon synthétique :**

- LOT 01 : Réalisation d'un terrain de jeu gazon synthétique dans el khaouan
- LOT 02 : Réalisation d'un terrain de jeu gazon synthétique dans ouled attia

Qu'af'issue de l'analyse et l'évaluation des offres N° 09/2023 du 09/05/2023 et conformément aux critères fixés dans le cahier des charges, le contrat est attribué provisoirement à :

Désignation	Entreprise et N.F	Note technique	Montant de l'offre en DA TTC après vérification	Délai	Remarque
LOT 01 : Réalisation d'un terrain de jeu gazon synthétique dans el khaouan	EURL IRS DERICHE 093635010201539	40 points	9.465.866.900DA	03 Mois	qualifiée techniquement et Meilleure offre financier
LOT 02 : Réalisation d'un terrain de jeu gazon synthétique dans ouled attia	SARL ENTREPRISE DJABEL THAMEUR 001828389026035	43 points	9.385.875.100A	01 Mois	qualifiée techniquement et Meilleure offre financier

Conformément à l'article 82 du même décret présidentiel les soumissionnaires peuvent introduire un recours dent les (10) jours à compter de première publication du présent avis dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

Aussi les soumissionnaires désirant prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres technique et financière sont invités à se rapprocher du service contractant au plus tard trois (03) jours à compter de la première parution du présent avis d'attribution provisoire du marché.

Remarque : Passé ce délai, aucun recours ne sera pris en considération.

L'EXPRESS DU 24/05/2023 ANEP : N° 2316012737

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA
DAIRA DE HAMMAM DALAA
COMMUNE D'OULED MANSOUR
Numéro d'identification fiscale : 098428285037219

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHES

Conformément aux dispositions de l'article 85 du Décret Présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ouled Mansour informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres n° 01/2023 de la rectification de l'avis d'attribution provisoire de marchés paru dans les quotidiens nationaux "L'EXPRESS" du 10/04/2023 et "البريد" du 10/04/2023, ainsi qu'il suit :

N°	Désignation du projet	Entreprise Et N° identification fiscale	Montant rectifié (TTC)	Délai	Observations
01	LOT N°01. Aménagement et Pavage des routes de village LOGMAN-TRANCHE1 015285640817	Sarl ELGOURAM Matériaux de construction Le Gérant:MOUCHEM LAID	10.283.823.00	03MOIS	Moins disant et qualifiée techniquement
02	LOT N°02. Réalisation de la route village DE OULED ELIARS 188280102925107	DIJALIL AHMED BAY ENTREPRISE GROS TRAVAUX PUBLIC ET HYDROLOGUE	11.410.315.00	50 JOUR	Moins disant et qualifiée techniquement
03	LOT N°03. Réalisation de la route du village FARKOUSA MOKRANE-TRANCHE 1 002219809406196	EURL IYED TRAVAUX Le Gérant:GOUSSIM DJAMEL DOINE	8.551.589.90	03MOIS	Moins disant et qualifiée techniquement

Tout soumissionnaire contestant cette décision peut introduire un recours devant la commission communale des marchés publics dans le délai de dix (10) jours qui suit la date de la première parution de cet avis rectificatif dans les quotidiens nationaux. Les soumissionnaires souhaitant avoir des précisions sur les résultats de l'évaluation de leurs offres peuvent se rapprocher du service contractant au plus tard trois (03) jours, à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire de marchés.

L'EXPRESS DU 24/05/2023 ANEP : N° 2316012727

République algérienne démocratique et populaire

Wilaya de Bordj Bou Arreridj
Daira d'El-Hammadia AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC
Commune DE KSOUR EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°: 03/2023
NIF: 098434223069511

Le président de l'Assemblée populaire communale de la commune DE KSOUR lance un avis d'appel D'offres ouvertes avec exigence de capacités minimales pour REALISATION DE PROJET:

- REALISATION LA ROUTE SAFIA A OUARASSEN SUR UNE DISTANCE de 1.1 KM

Les soumissionnaires qualifiés dans le domaine (TRAVAUX PUBLICS) de catégorie IV et plus ACTIVITE PRINCIPALE Intéressés par le présent avis peuvent se rapprocher de la commune de ksour pour retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 5.000,00 DA.

01. Dossier technique 02. dossier financier 03. dossier de candidature

- Le dossier de candidature doit comprendre
 - la déclaration de candidature
 - la déclaration d'intégrité
 - les statuts pour les sociétés (SPA-SARL - EURL - SNC)
 - les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
 - certificat de qualification et classification professionnelles dans le domaine (TRAVAUX PUBLICS) de catégorie IV et Plus ACTIVITE PRINCIPALE.
 - les bilans des trois dernières années (2019-2020-2021)
 - les références professionnelles
 - les moyens matériels et humains affectés au projet accompagnés de documents justificatifs.
- L'offre technique doit comprendre
 - quitance de paiement d'une somme de 5 000,00 DA (frais de cahier des charges)
 - une déclaration à soumettre
 - planning d'exécution des travaux.
 - un mémoire technique justificatif (selon le formulaire ci-joint)
- L'offre financière doit comprendre
 - la lettre de soumission
 - le bordereau des prix unitaires
 - le devis quantitatif et estimatif

Trois enveloppes doivent être insérées dans une enveloppe fermée, la première comporte l'offre technique et la deuxième l'offre financière, Et la troisième l'offre de candidature. L'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne comporte que la mention:

A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Avis d'Appel d'offres n° 03/2023

- REALISATION LA ROUTE SAFIA A OUARASSEN SUR UNE DISTANCE de 1.1 KM

Les offres doivent être déposées auprès du bureau des marchés publics de la commune de KSOUR. La date limite de dépôt des offres est fixée à (10) jours, à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse, ou le BOMOP à 10.00h. L'ouverture des plis se fera en séance publique le jour coïncidant avec la date limite de remise des offres, indiquée ci-dessus à 10h.30 mn. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours + 10 jours à compter de la date limite de dépôt des offres. Si ce jour coïncide avec un jour férié l'ouverture des plis se fera le premier jour ouvrable qui suit le jour férié.

L'EXPRESS DU 24/05/2023 ANEP : N° 2316012859

L'EXPRESSDZ

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations...
 Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez-vous au Service pub :
 sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**
 E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

**Suivez-nous sur :
 www.lexpressquotidien.dz
 Ou sur notre page Facebook :
 L'EXPRESSDZ**

QUI EST HAMZA BENDELLADJ, LE HACKER INTERNATIONAL LE PLUS APPRÉCIÉ D'ALGÉRIE ?

Par Arab News

Hamza Bendelladj, également connu sous le pseudonyme de BX1, est un hacker suspecté par la justice française d'avoir mené des attaques par rançongiciel depuis sa cellule de prison. Il purge actuellement une peine de 15 ans de prison aux États-Unis. Initialement, il devait être libéré le 26 mai 2023, mais cette perspective a été repoussée après l'annulation d'une remise de peine d'un an. Il a déposé une requête pour obtenir une libération anticipée, dont le résultat devrait être connu vers septembre ou octobre prochain. Lors de l'audience devant les juges français, Hamza Bendelladj, connu sous le surnom du "hacker souriant", en raison de son air joyeux lors de son arrestation, a participé à son procès par visioconférence depuis sa cellule aux États-Unis. Il a déclaré qu'après sa libération, il se rendrait en Algérie et serait disposé à comparaître devant le tribunal français. Selon les informations rapportées par le journaliste français spécialisé dans les procès liés à la cybercriminalité, Gabriel Thierry, le diplômé en informatique maintient son innocence et affirme qu'il n'est pas impliqué dans les piratages informatiques qui lui sont reprochés.

QUI EST HAMZA BENDELLADJ ?

Hamza Bendelladj, né en 1988 à Tizi Ouzou, est un pirate informatique algérien. Il est connu pour avoir développé et distribué un logiciel malveillant appelé "SpyEye" dans les années 2010. SpyEye était un cheval de Troie bancaire utilisé pour voler des informations d'identification financières et accéder illégalement aux comptes bancaires en ligne. Il a été recherché pendant cinq ans par Interpol et



le FBI et était classé parmi les dix criminels les plus recherchés par le FBI. On le soupçonnait d'avoir détourné environ deux cents milliards de dollars provenant de plus de deux cents institutions financières américaines et européennes. Il a utilisé un virus informatique appelé "SpyEye" pour infecter plus de 50 millions d'ordinateurs dans le monde, avec une forte concentration aux États-Unis.

Ce virus a été développé en collaboration avec son complice russe, Aleksandr Andreevich Panin, alias "Gribodemon", dans le but de voler des informations bancaires stockées sur les ordinateurs infectés. En 2013, Hamza Bendelladj a été arrêté en Thaïlande par les autorités locales, avec l'aide du FBI.

Il a ensuite été extradé vers les États-Unis où il a été condamné en 2016 à une peine de prison de 15 ans. Quant à son partenaire russe, Alexander Andreevich, il a été condamné à neuf ans.

UN PIRATE APPRÉCIÉ

Sa notoriété vient du fait qu'il a également piraté le site officiel du gouvernement israélien, l'Algérie étant un soutien actif de la cause palestinienne qui ne reconnaît pas l'État d'Israël. Depuis son arrestation, il a fait l'objet d'une couverture médiatique conséquente, attirant la sympathie de l'opinion publique.

Géopolitique : Sommes nous au seuil d'un nouvel ordre mondial et d'un nouveau mouvement des non alignés ?

Cependant, personne ne s'attendait à ce que ce conflit se produise avec une telle violence et une telle ampleur entre l'Occident et la Russie. Le conflit a davantage consacré la guerre froide, que l'on croyait disparue depuis la dissolution de l'Union soviétique. Personne ne s'attendait à ce que les réactions de représailles de la Russie s'étendent jusqu'à vouloir détrôner le dollar pour contenir sa domination sur l'économie mondiale.

La poursuite et l'expansion du conflit ont confirmé qu'il existe trois agendas principaux visant à remodeler l'ordre international. Le premier est celui des États-Unis qui cherchent à approfondir leur position d'hégémonie au sommet de l'ordre mondial à travers la stratégie d'endiguement du défi chinois grandissant économiquement, militairement et technologiquement. Cette stratégie a pour objectif de mettre un terme à l'extension de l'influence chinoise à toutes les parties du monde. Néanmoins, personne ne se souvient que cette stratégie avait été initiée par le président américain Barack Obama et s'appelait Asian-Pivot. Obama considérait la Chine comme le défi stratégique principal. Une stratégie que le républicain Trump et le démocrate Biden ont poursuivie sans délai.

Quant au deuxième agenda, il est de fabrication russe et son objectif principal est de faire avorter la pénétration par l'Otan de ses frontières qui ne porte pas uniquement atteinte à sa sécurité nationale, mais qui signifie aussi une humiliation politique qui approfondit les blessures du démantèlement de l'Union soviétique en 1991. Ajoutons à cela que Moscou, en tant qu'ancienne superpuissance, tient beaucoup à jeter les bases d'un ordre multipolaire.

Le troisième ordre du jour est de nature chinoise et est habilement géré. Les experts dans le Sud de la planète et ceux du Nord industrialisé sont en désaccord quant à la compréhension complète de ses motivations et de ses objectifs. Cependant, ils sont sur la même longueur d'onde sur le fait que la Chine a été capable en deux décennies de sortir d'une extrême pauvreté et d'une arriération sans borne sous une économie socialiste contraignante, à un système unique d'économie de marché dirigé par le Parti communiste. Sous ce système économique, la Chine a atteint des taux de croissance qu'aucun pays n'avait atteints auparavant. Elle a amassé des réserves en devises étrangères de plus de 3 trillions de dollars, dépassant les rêves des pays les plus avancés. Ce pays a fait des progrès au-delà des attentes dans l'industrie, le commerce, la technologie et l'espace, sans parler d'une force militaire et nucléaire imposante, ainsi qu'un investissement spectaculaire et une pénétra-



tion de l'économie et des institutions américaines. Dans ce contexte intervient le projet de « La Ceinture et la Route » qui offre quasiment au monde entier des possibilités et des objectifs qui frôlent les rêves.

Alors que le monde observe l'issue du conflit en Ukraine et de ses répercussions sur l'ordre mondial, apparaît à l'horizon la formation d'un groupe de 25 pays se faisant appeler eux-mêmes « The Transactional 25, T25 »* ou les acteurs de la transition « The T25 », qui regroupe les plus grandes économies du monde qui ont choisi, sans accord préalable, de se distancier du conflit en Ukraine ou de ne pas prendre parti dans la confrontation sino-américaine. Ce nouveau groupe représente 45 % de la population mondiale et 18 % du PIB mondial. Malgré les grandes différences entre les systèmes politiques et économiques et les richesses de ses membres, ce nouveau mouvement se réunit autour de son objectif de non-alignement, qui n'a rien à voir avec l'ancien Mouvement des pays non alignés qui avait été décrit par un universitaire indien comme « une organisation mourante qui a besoin d'un enterrement décent ».

La naissance de ce groupe soulève des questions sur ses compétences, compte tenu de sa puissance économique croissante et de sa diversité géopolitique et culturelle, ainsi que de sa potentielle contribution à la formation d'un nouvel ordre mondial. Premièrement, le terrain d'entente entre les pays du groupe a été atteint par la convergence de positions qui n'étaient pas convenues à l'avance, mais qui ont été régies par les calculs

d'intérêts nationaux et d'équilibres internationaux. Ceci a donné aux membres du groupe une structure organisationnelle théorique même s'ils ne partagent pas une même version institutionnelle. Deuxièmement, les différences entre les pays du groupe sont énormes politiquement, économiquement, culturellement et géopolitiquement. Ce qui rend ce groupement non institutionnel vulnérable à la division et au désaccord sur d'autres questions internationales. En plus du fait que les relations de la plupart ou de la totalité de ces pays avec les principales puissances internationales sont profondes et étendues, et leur participation à une position neutre en Ukraine ne signifie pas d'assumer une coordination commune des positions. Troisièmement, si le groupe peut s'imposer dans l'équation internationale, les puissances internationales doivent chercher à l'attirer à leurs côtés pour soutenir leurs positions, et surtout préserver leurs énormes intérêts économiques et commerciaux qui les lient aux pays du G25. Ce qui augmentera automatiquement l'importance et la force du groupe et son influence internationale. Quatrièmement, ce nouveau groupe spontané peut-il contribuer à la refonte de l'ordre mondial ?

En conclusion, l'influence du groupe dans la refonte du système international relève toujours des espoirs. Mais son émergence de la volonté de neutralité gagne une expansion internationale constante. D'autant plus que les pays du groupe font partie des 127 pays qui ont voté aux Nations-Unies en faveur de la neutralité entre les parties en conflit en Ukraine

Par Al Ahram Hebdo/Raouf Saad

Soudan : Al-Burhan souhaite une armée professionnelle sous le contrôle d'une autorité civile élue

Le dirigeant militaire soudanais, le général Abdelfattah al-Burhan, a déclaré dimanche qu'il souhaitait mettre en place une armée professionnelle sous le contrôle d'une autorité civile élue.

"Nous voulons mettre en place des forces armées professionnelles qui ne seront pas impliquées dans la politique à l'avenir et qui ne feront pas obstacle au processus de réforme de l'État",

a déclaré le général al-Burhan lors d'un discours prononcé dans la capitale Khartoum.

"Nous voulons que toute autorité civile élue ait les forces armées sous son commandement", a-t-il ajouté.

"C'est une bonne occasion de réformer tous les organismes d'État", a déclaré Al-Burhan, précisant : "Nous travaillons à la mise en place de forces armées qui bénéficient de la confiance de tous les Souda-

nais". Le 5 décembre, les forces militaires et politiques du Soudan ont signé un accord-cadre destiné à résoudre la crise qui dure depuis des mois.

Cet accord prévoit la réforme des secteurs de l'armée et de la défense, l'unification de l'armée et l'intégration dans l'armée du corps paramilitaire des forces d'appui rapide (Rapid Support Forces).

Le Soudan n'a plus de gouvernement depuis octobre

2021, date à laquelle l'armée a écarté le gouvernement de transition du premier ministre Abdalla Hamdok et décrété l'état d'urgence, une décision dénoncée par les forces politiques comme un "coup d'État militaire".

La période de transition du Soudan, qui a débuté en août 2019, devait prendre fin avec la tenue d'élections au début de l'année 2024.

Par AA / Khartoum / Bahram Abdel Moneim

Les mots fléchés

GRAVES METTRA AU BON DIAMÈTRE		PETITS TRAITS SUSPENDUE		PLUIE FINE SOTTISIERS		ENTRE- LACER CROCHET		ENZYME
↳		▼		▼		▼		▼
DOUTEUSES DÉSHABILLE	▶							
↳								
MEMBRANES ASINUS	▶							L'ARAIGNÉE SA TOILE
↳						COORDONNE ÉQUILIBRE	▶	▼
BORDERA EN COUSANT		ROSIRA	BRILLE		CLASSE- MENT COUTUME	▶		
↳		▼	▼		▼		D'ARABIE	
EXPRIMERAS PAR LE VISAGE LUTTERA	▶							
↳								
ADJECTIF POSSESSIF	▶			ABÎMA PART	▶			INDIQUE UN CHOIX À FAIRE
	PARTIRA	PARFOIS ÉVEILLÉ	▶	▼		BANDE ORIGINALE	▶	▼
↳			TERRE LIBRE	▶				

DÉCÈS DE LA COMÉDIENNE NADIA DJEBILI

La comédienne et actrice de théâtre Nadia Djebili est décédée lundi soir à Oran. La défunte a rejoint le Théâtre régional d'Oran, durant les années 1980. Elle s'est distinguée dans les pièces d'Abdelkader

Alloula, dont « Arlequin, valet des deux maîtres. L'actrice a contribué à la réalisation de plusieurs pièces de théâtre notamment au niveau du théâtre régional Abdelkader Alloula d'Oran. Elle était impli-

quée dans plusieurs programmes et réalisations pour les enfants trisomiques. Sa dernière contribution était l'encadrement d'un programme de théâtre pour enfants trisomiques, intitulé Theldjia.



Alger 23°
Constantine 21°
Oran 22°
Ouargla 29°

16

FADJR 05:42	DOHR 12:45	ASR 16:34	MAGHREB 19:53	ISHA 21:34
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MERCREDI 24 MAI 2023 // N°564 // PRIX 20 DA

PLUS DE 10 TONNES DE KIF TRAITÉ ET 4 MILLIONS DE COMPRIMÉS PSYCHOTROPES SAISIS

Les Douanes mobilisées contre les barons de la drogue

Le bilan 2022 des activités des Douanes en matière de lutte contre le trafic de drogues et de psychotropes fait état de « 367 opérations qui se sont soldées par la saisie de plus de 10 tonnes de kif traité, plus de 46 kg de drogues dures, plus de 4 millions de comprimés psychotropes et 4,46 kg de Bango ».



Les services des Douanes algériennes ont saisi, dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues et de psychotropes, plus de 10 tonnes de kif traité et 4 millions de comprimés psychotropes à travers l'ensemble du territoire national en 2022, a appris l'APS auprès de la Direction générale des Douanes (DGD). Le bilan 2022 des activités des Douanes en

matière de lutte contre le trafic de drogues et de psychotropes fait état de « 367 opérations qui se sont soldées par la saisie de plus de 10 tonnes de kif traité, plus de 46 kg de drogues dures, plus de 4 millions de comprimés psychotropes et 4,46 kg de Bango ». Dans le cadre de ces opérations, 269 voitures, 25 camions, 6 motocyclettes et 74 ânes utilisés dans la contrebande ont été saisis, selon le même bilan. « Le montant global de ces saisies s'élève à 3,825 milliards de DA ayant généré des amendes de 32,510 milliards de DA », lit-on dans le document de la DGD, précisant que « le nombre de contrevenants impliqués est de

618 individus ». Ces opérations ont été rendues possibles par la présence permanente des Douanes à travers l'ensemble des points de passage frontaliers, maritimes et aériens et des postes frontaliers terrestres, ainsi que la surveillance appliquée au traitement et au dédouanement des marchandises importées et destinées à l'exportation, le contrôle des voyageurs et leurs bagages et la couverture du territoire national à travers les barrages et les patrouilles, a ajouté la même source. Pour ce qui est du bilan du premier trimestre de l'année en cours, les mêmes services ont fait état de 109 opérations menées

dans le cadre de la lutte contre la drogue, lesquelles se sont soldées par la saisie de 1.912,47 kg de kif traité, 770.000 comprimés psychotropes, 13,6 kg de drogues dures, 8,5 kg de Bango, 80 véhicules, 9 camions, 5 motocyclettes et des ânes utilisés dans la contrebande. Le montant global des saisies s'est élevé à 924.288.350 DA, ayant généré des amendes de l'ordre de 9,625 milliards de DA, indique la DGD, faisant état de 175 individus impliqués dans ces affaires. La DGD a estimé que « ces chiffres reflètent les efforts inlassables consentis par les agents des douanes, dans le cadre des missions qui leur sont confiées, en vue d'imposer la sécurité et l'ordre publics, et ce en renforçant les mécanismes de contrôle et de lutte contre la contrebande et les crimes transfrontaliers et en mobilisant tous les moyens humains et matériels nécessaires au renforcement de l'efficacité des interventions conjointes sur le terrain avec les différents corps de sécurité, notamment l'institution militaire ».

YS

SALON NATIONAL DE LA SOUS-TRAITANCE INVERSÉE

Grandes et petites entreprises tentent de mieux se comprendre et de travailler ensemble

La 6e édition du Salon national de la sous-traitance inversée « Sanist 2023 » a été ouverte, lundi, au Palais des expositions d'Alger, avec la participation de près de 80 exposants de grandes entreprises, notamment des secteurs de la mécanique, de l'énergie et des mines, de l'électronique et des transports. Il s'agit, notamment, du groupe Sonatrach qui participe avec ses 13 filiales, le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica), et les entreprises de l'électroménager à l'instar de l'Enie et l'Eniem. A cela s'ajoutent Alcadwork (distributeur officiel des logiciels solidworks développés par Dassault système), EACIM AJ ABG (entreprise spécialisée dans le

domaine des pièces automobiles), EIMSantaire (matériels sanitaires), EIPGBM (électricité industrielle, automatisme et pneumatique) ainsi que l'Institut algérien de normalisation ou l'Institut national de la propriété industrielle. Dans le cadre de la sous-traitance inversée, les exposants à ce salon sont des donneurs d'ordre (grandes entreprises) qui visent à travers leur participation à rencontrer des receveurs d'ordre (PME) afin de leur exprimer leurs besoins, en termes de composants, semi-produits, pièces de rechanges ou en matière de sous-traitance. L'objectif ultime est d'augmenter l'intégration de leur production. Organisée par la Chambre nationale du

commerce et de l'industrie (CACI), le Salon a été ouvert par le secrétaire général du ministère du commerce, El Hadi Bakir, accompagné par le ministre sénégalais de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire, Aly Ngouille Ndiaye qui s'est félicité de la qualité des exposants. L'hôte de l'Algérie a soutenu, à cette occasion, l'existence de nombreuses opportunités d'affaire dans divers domaines. Le ministre a invité les hommes d'affaires des deux pays à saisir les opportunités et profiter des avantages qui existent dans chaque pays. Il a affirmé que les investisseurs Algériens sont les bienvenus au Sénégal.

RN

SAHARA OCCIDENTAL L'ONU DÉMENT UNE ÉVENTUELLE DÉMISSION DE DE MISTURA

L'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara, Staffan de Mistura n'a aucune intention de démissionner, affirme l'ONU, apportant ainsi un démenti aux allégations faisant état de la volonté de Staffan de Mistura de « jeter l'éponge ». L'ONU qualifie ces allégations de « complètement fausses ». Lors du point de presse quotidien du Bureau du porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric a opposé lundi un démenti catégorique aux informations relayées par certains médias selon lesquelles Staffan de Mistura, Envoyé personnel pour le Sahara, envisage de démissionner. « Staffan de Mistura entend maintenir et intensifier ses contacts avec tous les acteurs concernés et les partenaires internationaux dans différents formats, dont des visites et des réunions bilatérales. De Mistura apprécie l'appui des membres du Conseil de sécurité et du Groupe des Amis du Sahara, comme il a pu le voir lors de ses réunions à New York », a-t-il assuré. De Mistura a officiellement pris ses fonctions, en novembre 2021.

YB

LE BAHREÏN RÉTABLIT SES RELATIONS AVEC LE LIBAN

Le Bahreïn va rétablir son ambassadeur au Liban, après un an et demi de crise entre les deux pays, a annoncé le ministère des Affaires étrangères sur son site internet. « Le royaume de Bahreïn a décidé de reprendre sa représentation diplomatique au niveau des ambassadeurs auprès de la République libanaise frère, renforçant les relations fraternelles entre les deux pays », affirme le communiqué officiel bahreïni. Le Premier ministre libanais par intérim Najib Mikati a « salué cette décision, dans le contexte des relations fraternelles entre les deux pays ».

RE

SOS

Bouchebbah Fathyne, une femme de 40 ans, habitant la région de Béjaïa, souffre d'une maladie grave. Et elle n'a pas d'argent pour se faire soigner. Aussi, elle lance un appel à l'aide. Son numéro de téléphone : 0793 38 29 72. Son numéro CCP : RIP : 007 99999 0017226404/72